

# RESOLVE

NETWORK



## CENTRE DU MALI MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ARMÉE FACE À LA CRISE

Rida Lyammouri

---

RÉSEAU RESOLVE | Novembre 2021  
*Série Groupes armés communautaires*  
<https://doi.org/10.37805/cbags2021.4>

# SOMMAIRE

SYNTHÈSE .....	4
INTRODUCTION .....	5
MÉTHODOLOGIE .....	9
CONTEXTE : CONFLIT VIOLENT AU CENTRE DU MALI .....	11
APERÇU DES GROUPES ARMÉS AU CENTRE DU MALI .....	16
CAUSES ET EFFETS DE LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ARMÉE .....	23
CONCLUSION.....	30
SOURCES .....	35

*Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du RESOLVE Network, de l'U.S. Institute of Peace ou de toute autre entité du gouvernement des États-Unis.*

# SYNTHÈSE

La prolifération des groupes armés communautaires (GAC)<sup>1</sup> dans les régions de Mopti et de Ségou au Mali a contribué à transformer le centre du pays en épice régional du conflit depuis 2016. En raison du manque de présence adéquate de l'État, certaines communautés vulnérables en proie au conflit ont eu recours à l'adoption de groupes armés non étatiques<sup>2</sup> comme cadres sécuritaires dans le contexte des violences intercommunautaires. Ces conflits locaux sont le résultat de problématiques de longue date liées à la pression croissante sur les ressources naturelles, aux chocs climatiques, aux modes de vie économiques concurrents, aux pratiques de gestion des ressources népotiques et discriminatoires et aux représentations mouvantes d'un sentiment vis-à-vis des identités ethniques de la région fondé sur la ségrégation et façonné au fil de l'histoire.

La montée continue des incidents violents perpétrés par des groupes djihadistes et GAC au cours des cinq dernières années a aggravé la situation sécuritaire dans le centre du Mali. Le groupe djihadiste Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), par l'intermédiaire de son groupe affilié local, la Katiba Macina, a exploité les dynamiques de conflit déjà tendues et les griefs des communautés peules marginalisées pour accroître son pouvoir et son influence. Grâce à un récit inclusif convaincant, renforçant la perception de l'abdication du gouvernement dans sa mission d'assurer une sécurité et une justice efficaces, et à des efforts de recrutement réussis, le GSIM est désormais solidement établi dans les zones rurales du centre du Mali.

Les GAC profitent eux aussi du chaos pour étendre leur influence et leur contrôle. Contrecarrant les menaces sécuritaires perçues de la part de la Katiba Macina, des forces de sécurité gouvernementales et des groupes rivaux, ils amplifient un peu plus les tensions ethniques par une rhétorique qui vilipende « l'autre » sur la base de son appartenance à un groupe identitaire. Le cercle vicieux des attaques comprend ainsi des violences à l'encontre de civils comme forme de représailles de toutes les parties armées face au conflit régional prolongé. Il recadre les réalités politiques du centre du Mali sur la polarisation des identités, une militarisation des communautés locales et la normalisation de la violence comme outil politique. Ces tendances inquiétantes ont mis le centre du Mali sur la voie d'un cycle sans fin de violences et d'une augmentation du nombre de victimes civiles.

- 1 Selon le Dr Daniel E. Agbiboa : « Proposer une définition consolidée des GAC s'est avéré difficile en raison de leurs types et caractéristiques multiples, et parce que les GAC sont généralement situés dans des zones d'ambiguïté entre la présence et l'absence de loi et d'ordre social. Dans toute l'Afrique, les GAC se sont organisés à différents niveaux (de la lignée au groupe ethnique), dans divers espaces (du quartier du village aux rues de la ville) et pour diverses raisons (de la lutte contre la criminalité au lobbying politique en passant par la lutte contre l'insurrection). Les GAC tirent leur légitimité de sources diverses et parfois concurrentes, y compris les établissements traditionnels et communautaires, les établissements religieux et les établissements politiques. » Voir : Daniel Agbiboa, *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne* (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), [https://resolvenet.org/system/files/2021-02/RESOLVE\\_CBAGs\\_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride\\_0.pdf](https://resolvenet.org/system/files/2021-02/RESOLVE_CBAGs_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride_0.pdf).
- 2 Selon Lauren Van Metre : « les groupes armés communautaires sont un sous-ensemble de groupes armés non étatiques ou GANE [...], définis par leur relation avec l'État et les communautés locales et la manière dont ils exercent leur pouvoir. Alors que les GANE, comme les insurgés ou les groupes terroristes, cherchent à perturber ou à miner l'État pour prendre le pouvoir ou établir un système politique alternatif, les GAC peuvent être alignés ou complémentaires à l'État, ou ils peuvent opérer dans des zones grises où la présence de l'État est minimale. Ils ne poursuivent généralement pas de grandes ambitions et stratégies politiques ; ils font plutôt progresser les ambitions locales de leurs parties prenantes. » Voir : Lauren Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*, (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019), [https://www.resolvenet.org/system/files/2020-11/RESOLVE\\_CBAGs\\_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf](https://www.resolvenet.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf)

Ce rapport entend clarifier la légitimité des groupes armés, les facteurs de mobilisation et l'impact des violences impliquant des GAC à différents niveaux. Il explore en outre les relations entre les différents acteurs, dont l'État, les groupes armés et les communautés. L'équipe de recherche sur le terrain a mené 35 entretiens semi-structurés auprès des populations touchées par les violences dans des endroits clés des régions de Mopti et de Ségou.<sup>3</sup> Ces entretiens, menés entre février et avril 2020, portaient sur les perspectives locales concernant les facteurs, les mécanismes et les dynamiques de mobilisation armée au sein des communautés des personnes interrogées. En complément des entretiens, et dans l'optique d'une vue d'ensemble complète, le rapport cartographie et analyse les données sur les lieux et les événements des conflits armés (« Armed Conflict Location and Event Data » – ACLED) afin de visualiser et d'évaluer les activités des GAC, les tendances des violences et les dynamiques hyper-localisées.<sup>4</sup> Les conclusions offrent des informations pertinentes en vue de la conception de politiques spécifiques au contexte en matière de résolution des conflits et de gouvernance hybride de la sécurité.

---

3 Remerciements particuliers à Modibo Ghaly Cissé, qui a mené des entretiens de terrain dans les régions de Mopti et de Ségou.

4 Un grand merci à Héli Nsaibia, chercheur principal au sein de l'ACLED.

# INTRODUCTION

Ce rapport de recherche examine la situation sécuritaire dans le centre du Mali en se concentrant sur les causes de la prolifération des groupes armés non étatiques et communautaires. La recherche applique le cadre conceptuel des GAC au centre du Mali afin d'analyser les moteurs de la mobilisation communautaire et les relations entre les communautés, les groupes ethniques et l'État. Ce travail de recherche, grâce à une meilleure compréhension des GAC et des structures hybrides de gouvernance de la sécurité dans la région, entend combler les lacunes de connaissances sur la sécurité communautaire au centre du Mali par des recommandations en termes d'élaboration de politiques et de programmes.

## Contexte

Le Mali traverse une crise politique et sécuritaire depuis 2012, marquée par deux événements majeurs : l'occupation du nord par une coalition de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et un coup d'État motivé par la mauvaise gestion de la situation sécuritaire dans le nord. Alors que la crise restait quelque peu cantonnée aux régions du nord, elle a commencé à se déplacer vers les régions centrales. En janvier 2013, des groupes djihadistes ont lancé un premier assaut dans le centre du Mali dans une optique d'expansion vers le sud. Leur progression a été rapidement stoppée par l'intervention de l'opération française Serval et des militaires maliens et africains. La pression de la France et de ses alliés a chassé les organisations extrémistes violentes (OEV) des principales villes qu'elles occupaient en 2012. Cependant, elles ont maintenu une influence notable dans les zones rurales et les villages du centre et du nord du pays. Par la suite, le début de l'année 2015 a marqué la naissance d'un nouveau front pour les djihadistes, qui n'opéraient jusque-là que dans le nord du Mali. Une brigade associée à Al-Qaïda a entamé un cycle de violences qui a depuis dégénéré.

La crise s'est propagée au centre du Mali. Alors qu'ils occupaient plusieurs zones du nord, les djihadistes ont exploité les divisions entre communautés et les griefs envers l'État et les groupes armés rivaux pour étendre leur influence dans le centre du Mali, trouvant notamment un écho auprès des communautés peules. L'incapacité de l'État à protéger les éleveurs peuls contre les bandits armés touaregs et les élites locales a donné aux djihadistes l'occasion de recruter, d'armer et de former des membres des communautés peules défavorisées, en échange de la sécurité et de la justice que l'État était incapable d'assurer. Cette alliance a servi les djihadistes en leur permettant de s'implanter dans les régions de Mopti et de Ségou. Ils ont été aidés par l'influent prédicateur peul Amadou Koufa, qui a joué un rôle clé dans leur impact et leur expansion dans le centre. Celui-ci a dirigé en 2015 le nouveau front d'Al-Qaïda dans le centre du Mali, ce qui lui a valu la nomination au poste de chef adjoint de la nouvelle branche d'Al-Qaïda au Sahel, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le recrutement de Peuls par les djihadistes a alimenté les tensions avec les groupes ethniques bambaras et dogons, ce qui, ajouté à la faible présence des forces de sécurité nationale, a conduit à la formation de groupes d'autodéfense ethniques.

Conséquence de l'escalade de la crise, les violences dans le centre du Mali ont explosé depuis 2015. Faut de protection physique suffisante de la part des forces de sécurité de l'État, les populations ont commencé à se réorganiser pour protéger leurs communautés. Plusieurs groupes armés d'autodéfense et ethniques ont émergé sous différents prétextes. En août 2018, un groupe armé baptisé Dan Na Ambassagou s'est formé pour représenter les chasseurs dogons. Alors que le groupe a reçu dans un premier temps le

soutien du gouvernement malien, il a été accusé à plusieurs reprises de massacrer des civils peuls, à la suite de quoi les communautés peules ont également créé leurs propres milices d'autodéfense.

La prolifération des groupes non étatiques et des GAC a donc aggravé la situation sécuritaire dans le centre du Mali et en a fait un épicode du conflit. Le nombre de GAC a considérablement augmenté suite à l'émergence des OEV dans le centre du Mali après l'accord de paix de 2015 dans le nord du pays.<sup>5</sup> L'application de l'accord n'a enregistré que des résultats modestes en six ans, étant sans cesse ralenti par de nouveaux événements déstabilisateurs.<sup>6</sup> La région a connu des massacres sans précédent. Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, au moins 37 Peuls, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été tués dans la région de Mopti<sup>7</sup> ; en mars 2019, au moins 160 civils peuls ont été tués<sup>8</sup>. Dans les deux cas, les soupçons se sont portés sur un GAC dogon. En juin 2019, au moins une centaine de civils dogons ont été tués par un GAC présumé peul dans la région de Mopti.<sup>9</sup> En mai 2020, trois villages dogons ont été attaqués et au moins 27 civils ont été tués par un GAC vraisemblablement peul.<sup>10</sup> Les GAC bambaras sont eux aussi soupçonnés d'avoir commis des attaques contre des villages peuls dans le centre du Mali.<sup>11</sup>

## Mobilisation communautaire

Malgré des dissensions existantes entre les différentes communautés sur fond de contrôle des ressources naturelles et de fractures sociales, les tensions dans le centre du Mali avaient été non violentes, à l'exception de quelques incidents sporadiques. Or dernièrement, la région s'est retrouvée entraînée dans un borbier de représailles violentes entre communautés et groupes ethniques déjà opposés. Les violences communautaires dans le centre du Mali se sont intensifiées après l'arrivée de groupes djihadistes en 2015. Cette transformation du contexte sécuritaire s'est accompagnée de la création de GAC armés bambaras, dogons et peuls.<sup>12</sup> À mesure que les attaques contre l'armée malienne se sont intensifiées, les communautés ont jugé légitime de militariser les civils.<sup>13</sup> Ainsi l'insécurité croissante, la présence affaiblie de l'administration de l'État, la faiblesse opérationnelle des forces gouvernementales et les pressions écologiques et économiques sont-elles devenues pour les communautés civiles des raisons de mobilisation et de militarisation.

- 5 Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 24 juillet 2014, [https://www.un.org/en/pdfs/EN-ML\\_150620\\_Accord-pour-la-paix-et-la-reconciliation-au-Mali\\_Issu-du-Processus-d'Alger.pdf](https://www.un.org/en/pdfs/EN-ML_150620_Accord-pour-la-paix-et-la-reconciliation-au-Mali_Issu-du-Processus-d'Alger.pdf)
- 6 The Carter Center, « L'Observateur Indépendant au Mali : La période de transition est décisive pour progresser dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix », 23 août 2021, <https://www.cartercenter.org/news/pr/2021/mali-082321-fr.pdf>.
- 7 BBC, « Mali villagers killed in armed raid in Mopti region » (« Des villageois maliens tués dans un raid armé dans la région de Mopti »), 1<sup>er</sup> janvier 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-46732703> (en anglais).
- 8 Katarina Hoije, « Death Toll From Mali Attacks Climbs to 160, Government Says » (« Le bilan des attaques au Mali s'alourdit et atteint 160 morts, déclare le gouvernement »), Bloomberg, 26 mars 2019, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-03-26/death-toll-from-mali-attacks-climbs-to-160-government-says> (en anglais).
- 9 BBC, « Mali attack: 100 killed in ethnic Dogon village » (« Attaque au Mali : 100 personnes tuées dans un village d'ethnie dogonne »), 10 juin 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-48579475> (en anglais).
- 10 Al Jazeera, « Many killed in central Mali ethnic attacks: Officials » (« De nombreux morts dans des attaques ethniques dans le centre du Mali : les chiffres officiels »), 28 mai 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/5/28/many-killed-in-central-mali-ethnic-attacks-officials> (en anglais).
- 11 Human Rights Watch, « Avant, nous étions des frères », 7 décembre 2018, <https://www.hrw.org/fr/report/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodefense-dans>.
- 12 Minority Rights Group International, « World Directory of Minorities and Indigenous Peoples—Mali » (« Répertoire mondial des minorités et des peuples autochtones – Mali »), novembre 2017, <https://www.refworld.org/docid/4954ce5bc.html> (en anglais)
- 13 Entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.



Les communautés touchées par les violences intercommunautaires ont accepté que leur sécurité soit assurée par les groupes armés. Ces conflits locaux s'expliquent par divers facteurs, notamment les tensions liées au contrôle des ressources naturelles, les chocs climatiques, des modes de vie économiques concurrents, des pratiques de gestion des ressources népotiques et discriminatoires et la transformation des identités ethniques. La création de GAC continue de causer plus de tort que la protection qu'ils prétendent fournir, le nombre de victimes civiles étant en augmentation.<sup>14</sup> Des communautés qui cohabitaient autrefois en paix malgré leurs différences, s'éloignent toujours plus les unes des autres. La cohésion sociale qui apportait autrefois l'unité disparaît aujourd'hui rapidement.

La mauvaise gouvernance apparaît comme un moteur important de la prolifération des groupes armés et de la crise multidimensionnelle actuelle. Les communautés locales ont perdu confiance dans le gouvernement central et ses forces de sécurité et recherchent des acteurs alternatifs pour assurer la sécurité, la justice et le développement économique. Les représentants du gouvernement sont perçus comme corrompus, injustes et cherchant à s'enrichir personnellement.<sup>15</sup> Les forces de sécurité sont perçues comme des acteurs de l'oppression, au moins depuis 2013, et sont régulièrement accusées d'arrestations arbitraires et d'atrocités contre les populations soupçonnées de soutenir les djihadistes dans le centre du Mali.<sup>16</sup> Les groupes djihadistes ont exploité ces difficultés que rencontre l'État et la désillusion des populations.<sup>17</sup> La polarisation qui en a résulté sur le plan ethnique a favorisé la création de nombreux GAC ethniquement homogènes, compromettant un peu plus les conditions de sécurité dans les régions centrales de Ségou et de Mopti (Figure 1).

L'incapacité de l'État à assurer la sécurité a été au centre du discours ayant catalysé la croissance des GAC. L'absence d'institutions gouvernementales au niveau local, de même que les perceptions et les réponses des communautés à la négligence du gouvernement, constituent une base essentielle pour la réussite des efforts de prolifération des GAC dans le centre du Mali.<sup>18</sup> Les initiatives gouvernementales en matière de sécurité dans le centre du Mali depuis 2018 n'ont pas permis d'instaurer la stabilité ou la confiance communautaire. Les gouvernements de transition dirigés par l'armée mis en place après les coups d'État militaires d'août 2020 et de mars 2021 n'avaient aucun plan pour combler les lacunes de sécurité dans la région.<sup>19</sup> Si leur feuille de route de transition souligne l'importance de désarmer les milices d'autodéfense, de

14 Héli Nsaibia et Jules Duhamel, « Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines » (« Sahel 2021 : Guerres communautaires, ruptures des cessez-le-feu et modification des lignes de front »), *ACLEd*, juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/> (en anglais).

15 Cédric Jourde, Marie Brossier et Modibo Ghaly Cissé, « Prédation et violence au Mali : élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti », *Canadian Journal of African Studies* 53, n° 3 (2019) : 431-445, <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1666016>

16 Human Rights Watch, « Mali : L'armée malienne et des groupes islamistes ont exécuté des prisonniers », 31 janvier 2013, <https://www.hrw.org/fr/news/2013/01/31/mali-larmee-malienne-et-des-groupes-islamistes-ont-execute-des-prisonniers> ; Agence France Presse, « Mali Army Arrests Soldiers Accused Over Torture Video » (« L'armée malienne arrête des militaires accusés d'avoir filmé des tortures »), *Barron's*, 13 octobre 2021, <https://www.barrons.com/news/mali-army-arrests-soldiers-accused-over-torture-video-01634151006> (en anglais).

17 Corinne Dufka, *Combien de sang doit encore couler ? Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali, 2019* (USA : Human Rights Watch, 2020), <https://www.hrw.org/fr/report/2020/02/10/combien-de-sang-doit-encore-couler/atrocites-commises-contre-des-civils-dans-le> ; Le Monde, « Nouveau massacre dans des villages dogon dans le centre du Mali », 4 juillet 2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/04/nouvelles-tueries-au-mali-au-moins-40-villageois-et-soldats-mar\\_6045207\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/04/nouvelles-tueries-au-mali-au-moins-40-villageois-et-soldats-mar_6045207_3212.html) ; Baba Ahmed, « Massacres dans le centre du Mali : pourquoi l'Armée ne parvient pas à protéger la population », *Jeune Afrique*, 12 novembre 2019, <https://www.jeuneafrique.com/794794/politique/massacres-dans-le-centre-du-mali-pourquoi-larmee-ne-parvient-pas-a-protger-la-population/>.

18 Agbiboa, *Origines de la gouvernance hybride*.

19 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, « Trois projets MINUSMA pour soutenir la Stratégie de stabilisation du Centre du Mali », *Reliefweb*, 1<sup>er</sup> décembre 2020, <https://reliefweb.int/report/mali/trois-projets-minusma-pour-soutenir-la-strat-gie-de-stabilisation-du-centre-du-mali> ; Programme des Nations Unies pour le développement, « À Ségou, le comité régional du cadre politique de Gestion de la Crise au Centre du Mali a été lancé », 2 juillet 2020, <https://www.ml.undp.org/content/mali/fr/home/presscenter/articles/a-segou--le-comite-regional-du-cadre-politique-de-gestion-de-la-.html>

promouvoir le dialogue communautaire, d'entamer un dialogue avec les groupes armés et de redéployer l'État, elle ne fournit aucun plan d'action.<sup>20</sup>

Aussi pertinente soit-elle, cette analyse d'un « État faible »<sup>21</sup> ne peut à elle seule expliquer la création et la prolifération des GAC dans le centre du Mali. La présence de l'État et l'exercice de la gouvernance dans les zones rurales, y compris dans le centre du Mali, ont toujours été inadéquats et insuffisants.<sup>22</sup> Une telle analyse est réductrice et constitue une approche insuffisante si l'on veut pouvoir comprendre et apporter une réponse à la crise. Une analyse aussi limitée pourrait saper les efforts en matière de sécurité en niant la capacité des acteurs non gouvernementaux locaux à établir la sécurité et affaiblir la capacité du gouvernement à jouer un rôle dans la sécurité et la gouvernance locales.<sup>24</sup>

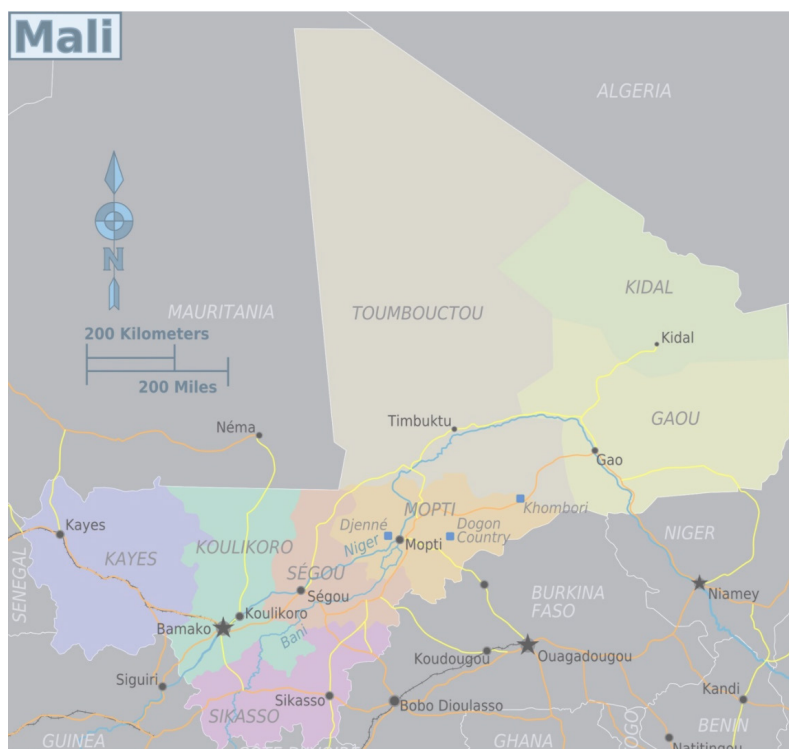


Figure 1 : Les régions du Mali.<sup>23</sup>

Daniel Agbibo explique que la gouvernance hybride de la sécurité émerge là où la reconnaissance et le soutien des GAC sont nécessaires en matière de sécurité et de justice pour renforcer la présence et la capacité à gouverner d'un État faible.<sup>25</sup> L'argument provient de la dynamique historique dans l'Afrique coloniale et post-coloniale et de la déconnexion qu'ils ont créée entre les institutions politiques, tant sous la domination coloniale que suite à l'indépendance, à des fins de surveillance des communautés qu'ils prétendent sécuriser. Cette déconnexion entraîne la nécessité pour les communautés d'accéder aux ressources politiques au niveau local.

Les GAC sont difficiles à définir en raison de leurs divers comportements, tactiques et motivations. Ils possèdent une certaine fluidité, et si au centre du Mali ils avaient à l'origine l'intention de protéger leurs communautés, leurs objectifs politiques pourraient évoluer au fil du temps et devenir des menaces pour leurs communautés. Lauren Van Metre offre un cadre typologique permettant de comprendre les changements potentiels dans les identités des GAC.<sup>26</sup> Elle y décrit les relations entre l'État et les

20 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali », 9 novembre 2020 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali>.

21 International Crisis Group, « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », 6 juillet 2016, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>

22 Mamadou Bodian, Aurélien Tobie et Myriam Marending, « The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali » (« Les défis de la gouvernance, du développement et de la sécurité dans les régions centrales du Mali »), SIPRI, mars 2020, <https://www.sipri.org/publications/2020/sipri-insights-peace-and-security/challenges-governance-development-and-security-central-regions-mali> (en anglais).

23 Grande carte des régions du Mali, *Mapsland*, consultée le 13 septembre 2021, <https://www.mapsland.com/africa/mali/large-regions-map-of-mali> (en anglais).

24 Agbibo, *Origines de la gouvernance hybride*, 8.

25 Ibid.

26 Van Metre, *D'auto-défenseurs à justiciers*.



communautés, les ressources, les normes, les menaces et les acteurs internationaux comme des facteurs externes qui alimentent la structure interne d'un groupe armé pour lui donner une identité spécifique et présupposent de la probabilité et de la nature des violences. Du fait de la fluidité de ces identités de groupe et de leur importance dans la rédaction de politiques de stabilisation efficaces à l'égard des GAC, ce rapport se concentre sur la compréhension des relations entre les GAC, les communautés touchées et le gouvernement central, ainsi que sur la clarification de l'influence des groupes.

S'appuyant sur une décennie d'études de l'évolution des différents groupes armés au Mali et dans l'ensemble du Sahel ouest-africain, ce rapport identifiera et fournira des éléments de contexte sur les différents groupes armés opérant dans le centre du Mali et leurs principaux facteurs de mobilisation. Il analysera ensuite la légitimation et les motivations derrière l'émergence des GAC dans différentes zones géographiques du centre du Mali et abordera la dynamique de sécurité complexe liée aux GAC. Le rapport se terminera sur des recommandations pratiques aux fins de l'élaboration de programmes, basées sur les conclusions de l'étude.

## MÉTHODOLOGIE

Ce rapport de recherche vise à contextualiser la littérature théorique sur les GAC dans le centre du Mali. Il entend appliquer les connaissances sur les GAC à la dynamique des conflits localisés dans le centre du Mali afin de fournir des informations pertinentes en vue de l'élaboration de politiques axées sur une gouvernance hybride de la sécurité. L'objectif de la recherche est triple :

- Tout d'abord, cartographier les groupes armés communautaires et leurs efforts de mobilisation dans le centre du Mali.
- Deuxièmement, enquêter sur les relations entre les groupes armés communautaires, le gouvernement et les populations locales afin de comprendre les conditions qui mènent à leur prolifération.
- Troisièmement, offrir un aperçu complet des tendances en matière de violences et de conflits impliquant des groupes djihadistes et des GAC, et de la manière dont ces groupes ont recours à la violence dans leurs interactions mutuelles ou avec les communautés.

L'étude a utilisé des méthodes de recherche qualitatives, dont 35 entretiens sur le terrain, en plus d'un examen complet des écrits universitaires et de la littérature grise pertinents. Les données du référentiel en ligne ACLED ont également servi à la création de graphiques et de cartes.

La collecte de données s'est appuyée sur des entretiens individuels approfondis, structurés et non structurés, avec des acteurs directement concernés par la crise au centre du Mali. Afin d'étudier de manière adéquate les relations avec les populations locales, le processus d'échantillonnage des entretiens a tenté de saisir différentes perspectives représentatives de l'ensemble de la société, parmi lesquelles le sexe, l'âge et la profession, de sorte d'y inclure les agents administratifs, les autorités traditionnelles, les acteurs sociaux locaux et les dirigeants religieux. Les 35 personnes interrogées vivent et travaillent toutes dans le centre du Mali. Les chercheurs ont effectué une présélection préliminaire dans le but de sélectionner uniquement des participants dont on savait qu'ils avaient conscience et bonne connaissance de ce

sujet important et complexe. Les 35 participants étaient des hommes et des femmes des communautés dogonne et peule (Tableau 1). Après validation de l’outil et du guide de collecte de données, les questions de l’entretien ont été traduites dans les langues locales, le bamanakan et le fulfulde.

Les entretiens ont été menés sur trois sites clés des régions de Mopti et de Ségou sélectionnés pour leurs expériences pertinentes. Des entretiens supplémentaires ont également été menés à Bamako (Tableau 1).

- **Bandiagara**, région de Mopti : le site de recherche a été choisi pour son accessibilité, car la population générale a été largement affectée par le conflit intercommunautaire entre les groupes ethniques dogons et peuls, et par la présence de brigades djihadistes liées au GSIM, groupe affilié à Al-Qaïda.

Acteurs	Région de Ségou		Région de Mopti		District de Bamako
	Macina	Kolongo-Tomo	Diafarabé	Bandiagara	Bamako
Habitants locaux		2	3	2	
Conseil communal	1	0	1	1	
Conseil de village	1	0	1	2	
Femmes leaders	1	1	2	2	
Jeunes leaders	2	1	1	1	
ONG	0	0	0	1	
Chasseurs traditionnels	2	0	1	1	
Autres	0	2	2		7
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>7</b>

- **Macina**, région de Ségou : abrite le plus grand nombre de combattants dans la région et est considéré comme l’un des plus grands fournisseurs de combattants aux groupes des cercles voisins.<sup>27</sup>

Tableau 1. Participants à l’entretien

- **Diafarabé**, région de Mopti : le conflit intercommunautaire reste une préoccupation majeure dans la région.

<sup>27</sup> Le plus haut niveau de la structure administrative du Mali se compose de huit régions, toutes nommées d’après leur capitale respective. 56 cercles forment les divisions administratives de deuxième niveau. Ces cercles se décomposent en 703 communes formant le troisième niveau. Voir : Régions du Mali, *Mappr*, consulté le 13 septembre 2021, <https://www.mappr.co/counties/mali-regions/> (en anglais).

Tous les entretiens ont porté sur la présence des groupes armés et leurs circonscriptions, l'histoire de la mobilisation communautaire et sa légitimité auprès de la population, les facteurs de mobilisation et les dynamiques d'interaction entre la population et les groupes armés, les changements sociaux liés à l'émergence de ces groupes, la perception des réponses de l'État aux défis en matière de sécurité et les recommandations de la population pour réduire la violence. En outre, les données relatives aux incidents violents impliquant à la fois des groupes djihadistes et des GAC entre 2015 et 2020 dans les régions de Mopti et de Ségou sont tirées du référentiel de données ACLED.<sup>28</sup>

Le travail sur le terrain et la collecte de données ont rencontré certaines difficultés. La phase de collecte des données à Macina et Ténenkou devait avoir lieu quelques jours après le premier tour des élections législatives du 29 mars 2020, et pendant la pandémie de COVID-19. La collecte de données a été réalisée en personne par l'intermédiaire de chercheurs locaux puis par téléphone afin de respecter les mesures contre la COVID-19. Pendant les réunions, les participants ont souvent supposé que la discussion portait sur les élections et/ou la COVID-19. L'équipe de recherche a passé du temps à expliquer l'objectif de la réunion et l'importance de rester concentré sur celui-ci. Dans le même temps, et comme on pouvait s'y attendre dans l'atmosphère tendue qui régnait dans la région en raison des violences accrues, les participants ont hésité à parler des acteurs armés. Néanmoins, la capacité de l'équipe de recherche à aborder les préoccupations locales a été essentielle pour gagner la confiance des participants.

## CONTEXTE : CONFLIT VIOLENT AU CENTRE DU MALI

Les régions de Mopti et de Ségou sont deux régions ethniquement diversifiées situées au cœur du Mali, avec d'importantes économies basées principalement sur l'agriculture, l'élevage de bétail et la pêche. Elles sont toutes deux habitées principalement par des groupes ethniques peuls, dogons, bambaras, songhaïs et touaregs. Les Touaregs et les Peuls sont connus pour être des groupes ethniques nomades d'éleveurs qui déplacent leurs troupeaux à travers les régions à la recherche de pâturages et d'eau pour leurs animaux. Les Songhaïs, les Dogons et les Bambaras ont un mode de vie sédentaire basé sur l'agriculture et la pêche. En tant que principale région d'élevage de bétail du Mali, Mopti est essentielle non seulement pour l'économie malienne, mais aussi pour les pays voisins que sont l'Algérie, le Burkina Faso et le Niger. La production de riz rend la région de Ségou tout aussi importante. Cependant, les investissements dans les communautés rurales et les élevages restent faibles. Outre l'insuffisance des investissements publics, les conflits intra- et intercommunautaires de ces dernières années ont un peu plus détérioré les conditions de ces activités économiques dont dépend la population locale. Le pastoralisme est aujourd'hui menacé par l'insécurité dans toute l'Afrique de l'Ouest, et pas seulement au Mali.<sup>29</sup>

28 Clionadh Raleigh, Andrew Linke, Håvard Hegre et Joakim Karlsen, « Introducing ACLED: Armed Conflict Location and Event Dataset: Special Data Feature » (« Présentation d'ACLED : Référentiel de données sur les lieux et les événements des conflits armés : Une fonctionnalité sur les données spéciales »), *Journal of Peace Research* 47, n° 5 (2010) : 651-660, <https://doi.org/10.1177/0022343310378914> (en anglais).

29 Mathieu Pellerin, *Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ?* (Niamey : Réseau Billital Maroobé et partenaires, 2021), <https://www.maroobe.com/images/DOCS/Rapport%20Etude%20-Avenir%20du%20pastoralisme%20face%20%C3%A0%20l'ins%C3%A9curit%C3%A9%20-RBM.pdf>

# Une violence sans précédent

En 2015, le mouvement des groupes armés liés aux djihadistes dans le centre du Mali et les attaques contre des camps militaires dans les régions de Ségou et de Mopti ont officiellement lancé un nouveau front djihadiste. Dans les années qui ont suivi, les djihadistes ont pris de l'ampleur et se sont implantés dans différentes parties des deux régions. Les forces gouvernementales peinent à stopper l'expansion djihadiste, tandis que les représentants du gouvernement, y compris les autorités traditionnelles, fuient la zone ou négocient une coexistence.<sup>30</sup>

Les groupes djihadistes ont exploité le discours basé sur les inégalités afin d'obtenir un soutien et de recruter auprès des communautés pastorales peules défavorisées.<sup>31</sup> L'accès, le pouvoir et la protection ont compté parmi les facteurs clés de mobilisation des communautés locales à s'engager auprès des groupes djihadistes.<sup>32</sup> En 2016 et 2017, les assassinats de deux dirigeants dogons par les djihadistes ont marqué un tournant dans le conflit, qui a conduit les Dogons à créer leur propre GAC. Ils ont commencé à cibler des civils peuls au motif qu'ils soutenaient les djihadistes opérant dans le centre du Mali.

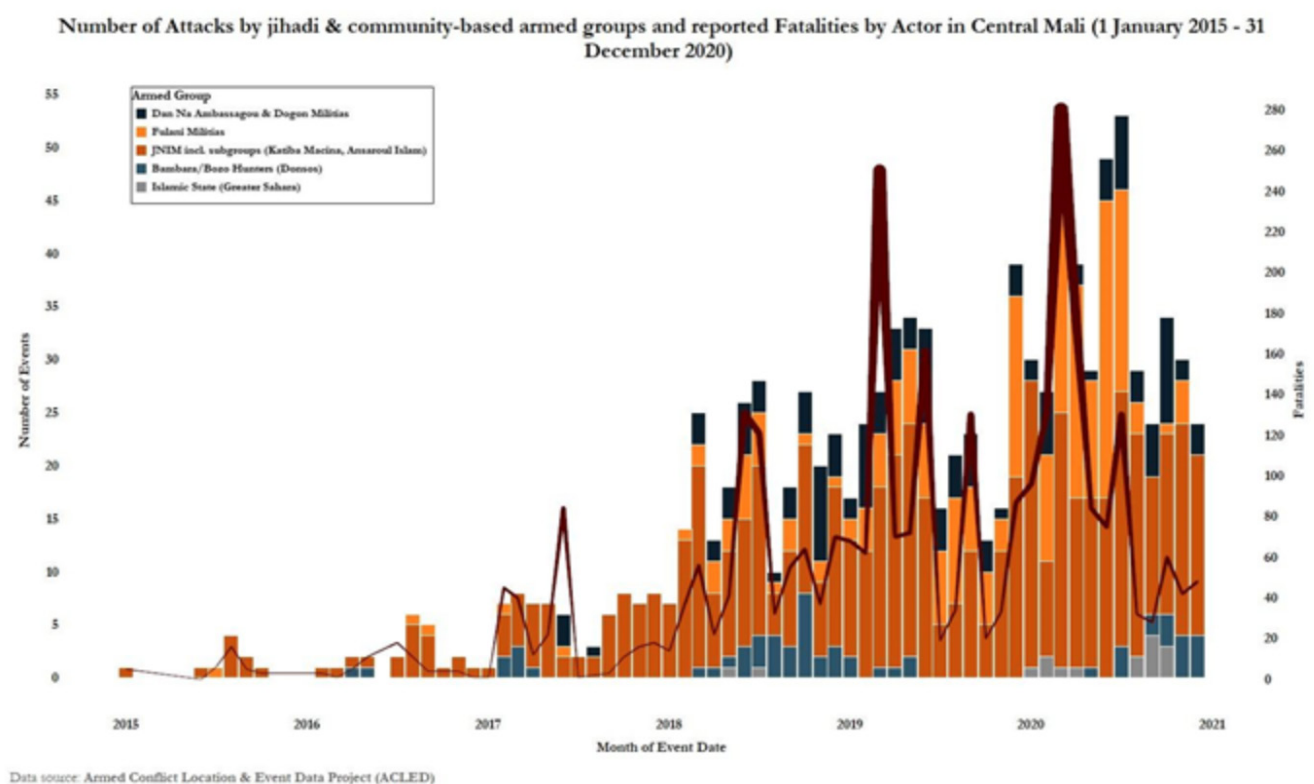


Figure 2 : Évolution de la violence dans les régions de Ségou et de Mopti, au Mali, par les groupes armés (du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 12 décembre 2020).<sup>33</sup>

30 International Crisis Group, « Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? », 28 mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>; International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali », 9 novembre 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali>.

31 Sangaré Boukary, « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? », *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)*, 20 mai 2016, <https://grip.org/le-centre-du-mali-epicerie-du-djihadisme/>.

32 Jourde, et al., « Prédation et violence au Mali ».

33 Source : ACLED

La violence des groupes d'autodéfense dogons contre les villages peuls est devenue récurrente. En réponse, les civils peuls ont constitué leurs propres GAC afin de protéger leurs communautés contre les attaques répétées des GAC dogons. Au début, la violence n'était qu'une conséquence de l'effet domino des GAC nouvellement créés, entraînant un cycle de représailles violentes.

Alors que les groupes djihadistes de la région de Macina attisaient les conflits, c'est le glissement des politiques de pouvoir intra- et intercommunautaires qui a favorisé la multiplication des groupes armés et le cycle de violence sans précédent des cinq dernières années (Figure 2). Les données de l'ACLED montrent que depuis 2015, le nombre de victimes dans le centre du Mali augmente chaque année en raison de la formation et de la mobilisation armée de différents groupes armés, aussi bien des GAC que des groupes djihadistes. Les cercles de Bandiagara, Koro et Bankass, à l'est de la région de Mopti, abritent de nombreux groupes armés qui se disputent l'influence sur la population et le territoire, connaissent ainsi les plus hauts niveaux d'attaques (Figure 3). La zone est également qualifiée de « zone exondée ». La contestation territoriale représente l'un des facteurs clés des violences entre groupes djihadistes et GAC. Plusieurs éléments entrent en ligne de compte dans la mobilisation des groupes armés.

## Le rôle de l'État

La prolifération des GAC dans les régions de Ségou et de Mopti s'explique par le retrait de l'État malien en tant que fournisseur de sécurité et par le fait qu'il s'appuyait traditionnellement sur des groupes d'autodéfense ethniquement alignés pour venir compléter ses forces armées pendant les conflits internes.<sup>34</sup> Par exemple, au moins depuis les années 1990, pour contrer la montée des rébellions touarègue et arabe dans le nord, le gouvernement malien s'est appuyé sur la milice Ganda Koy.<sup>35</sup> En 2014, le gouvernement malien a créé le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), censé s'opposer aux autres groupes armés en quête d'indépendance dans le nord.<sup>36</sup> L'émergence des GAC et le recours à des groupes armés ethniques n'est pas un phénomène nouveau, et le centre du Mali a montré des tendances similaires au cours des dernières années.

En 2012, une coalition de groupes djihadistes et séparatistes a occupé le nord du Mali, s'emparant des sentiments de victimisation qui existaient aussi parmi la population peule du pays. Abandonnés par l'État et violemment pris pour cible par les rebelles touaregs, de nombreux Peuls ont été forcés de chercher une protection en rejoignant des groupes djihadistes.<sup>37</sup> La radicalisation communautaire des populations peules dans le Cercle de Douentza, dans la région de Mopti, est un exemple des conséquences de la négligence d'une communauté vulnérable par le gouvernement et ses partenaires internationaux, lesquels se concentraient exclusivement sur la résolution de la crise dans le nord du Mali au détriment

34 Ousmane Aly Diallo, « Ethnic Clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali » (« Affrontements ethniques, djihad et insécurité dans le centre du Mali »), *Peace Review* 29, n° 3 (2017): 299–306, <https://doi.org/10.1080/10402659.2017.1344529> (en anglais).

35 Nicolas Florquin et Stéphanie Pézard, « Insurrection, désarmement et insécurité dans le nord du Mali, 1990-2004 », dans *Armés mais désœuvrés : groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*, dir. Nicolas Florquin et Eric G. Berman (Genève : Small Arms Survey, 2005), 46-77, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-Armed-Aimless-2-Full-manuscript-FR.pdf>

36 Andrew Lebovich, « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel » (« Cartographie des groupes armés au Mali et au Sahel »), *Conseil européen des affaires étrangères*, mai 2019, [https://ecfr.eu/special/sahel\\_mapping/](https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/) (en anglais).

37 Boukary, « Le Centre du Mali : épice du djihadisme ? »

des Peuls dans le centre du pays.<sup>38</sup> Les autorités maliennes n'ont jamais été très présentes dans les zones rurales et luttent pour fournir des services publics adéquats.<sup>39</sup>

## Accès aux ressources naturelles

Dans les années 1990, la décentralisation et les réformes du code foncier ont créé un système hybride de gouvernance qui a externalisé plusieurs tâches gouvernementales vers les élites locales, y compris la gestion des ressources et l'allocation des terres. Le changement de paradigme provoqué par la décentralisation du début des années 1990 a déplacé la concurrence de la question des droits fonciers vers un discours opposant natifs et non natifs.<sup>40</sup> Cela a entraîné une marginalisation de communautés établies telles que les Peuls n'appartenant pas aux élites dans le libre accès aux ressources pastorales, tout en favorisant les élites peules (les djowros) ou les agriculteurs dogons. Ces djowros appartenant aux élites sont devenus les gardiens de terres rares et ont imposé des taxes aux éleveurs peuls nomades à la recherche d'eau et de végétation. Les politiciens collectaient une partie de cet impôt.<sup>41</sup> Les niveaux de corruption et les pratiques de recherche de rente par les élites auprès de groupes nomades de plus en plus marginalisés sont devenus un facteur de risque de violence.<sup>42</sup>

L'arrivée des djihadistes en 2015 a toutefois permis aux éleveurs qui ne faisaient pas partie des élites d'accéder aux pâturages.<sup>43</sup> Les discours axés sur les inégalités à l'accès aux ressources utilisés par les groupes djihadistes après leur arrivée ont trouvé un écho auprès des éleveurs peuls défavorisés et joué un rôle clé dans la mobilisation et l'armement de nouvelles recrues.<sup>44</sup> La jeunesse locale a rejoint les groupes djihadistes dans une volonté d'élever son statut social et de défier les élites sur l'accès aux terres et aux ressources naturelles.<sup>45</sup> Malgré cet accès, la dynamique de pouvoir entre élites et non-élites n'a pas beaucoup évolué, les deux groupes ayant développé des relations avec les djihadistes et cherché une formation militaire et un accès aux armes. L'accès aux ressources naturelles, au pouvoir et à la protection était pour les communautés une plus forte motivation à s'aligner sur les groupes djihadistes que l'alignement idéologique. Les djihadistes s'en sont alors servi pour tisser des liens avec des communautés entières, indépendamment de l'appartenance ou non des populations aux élites.<sup>46</sup>

L'escalade vers une violence multidirectionnelle offre aux GAC de nouvelles opportunités de mobilisation. Les conflits dominants entre agriculteurs et éleveurs dans le centre du Mali ont soudain été absorbés par l'insécurité globale et, comme l'a décrit un interlocuteur, « le rôle de l'histoire dans la cohabitation

38 Mirjam de Bruijn, dir., *Biographies de la radicalisation : des messages cachés du changement social* (Makon, Bamenda : Langaa Research & Publishing CIG, 2018), <https://doi.org/10.2307/j.ctvh9vtbr>

39 Bodian, Tobie, et Marending, « The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali ».

40 De Bruijn, dir., *Biographies de la radicalisation*.

41 Tor A. Benjaminsen et Boubacar Ba, « Farmer–Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali » (« Conflits fermiers-éleveurs, marginalisation pastorale et corruption : une étude de cas du delta intérieur du Niger au Mali », *Geographical Journal* 175 (2009) : 71-81, <https://doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00312.x> (en anglais).

42 Matthew D. Turner, « The Micropolitics of Common Property Management on the Maasina Floodplains of Central Mali » (« La micropolitique de gestion des biens collectifs sur les plaines inondables du Macina dans le centre du Mali »), *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines* 40, n° 1 (2006) : 41–75, <https://doi.org/10.1080/00083968.2006.10751335> (en anglais).

43 Jourde, et al., « Prédation et violence au Mali ».

44 Boukary, « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? »

45 Adam Thiam, *Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée* (Genève : Centre pour le dialogue humanitaire ; Bamako : Institut du Macina, 2017), <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2017/03/Centre-du-Mali-Enjeux-et-dangers-dune-crise-n%C3%A9glig%C3%A9e.pdf>.

46 Jourde, et al., « Prédation et violence au Mali ».



conflictuelle [conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs] vis-à-vis de la mobilisation des masses est en faveur des groupes armés. Aujourd'hui, nous avons tendance à oublier le conflit entre agriculteurs et éleveurs [parce que] la crise actuelle a ravagé les communautés. Parmi les causes les plus profondes, ce conflit historique est à la base de la haine viscérale que se vouent les communautés entre elles. »<sup>47</sup> Pourtant, malgré le fait que le conflit entre agriculteurs et éleveurs soit considéré comme le principal facteur de conflits et la principale source de haine, les données de la Cour d'appel régionale de Mopti pour la période 1992-2009 indiquent que 69,9 % de ces derniers opposaient des agriculteurs, alors que seulement 12,2 % opposaient agriculteurs et éleveurs, et 7,7 % pêcheurs et agriculteurs.<sup>48</sup> La concurrence pour les terres et l'accès aux ressources naturelles s'intensifie avec l'urgence climatique.<sup>49</sup>

Ce sentiment de haine ne semble pas être largement partagé par tous les membres de la communauté, mais il tend à devenir plus présent chez ceux qui ont souffert directement des massacres qu'a connus le centre du Mali depuis 2017. Les GAC sont perçus comme prenant le contrôle de leur sécurité, car leurs communautés respectives et leurs propriétés sont laissées sans protection et exposées aux attaques de la part de communautés désormais considérées comme rivales. L'accès facilité aux armes à feu a contribué au développement et à la militarisation des GAC, rendant les tensions communautaires existantes de plus en plus meurtrières.<sup>50</sup> Les communautés bambaras et dogonnes de tradition agricole, et la communauté peule de tradition pastorale, sont depuis longtemps en conflit sur l'accès aux sources d'eau et aux terres. Cependant, les désaccords étaient généralement résolus pacifiquement.<sup>51</sup>

## Évolution des identités

Avec l'arrivée des organisations djihadistes, la base de construction des identités dans le centre du Mali fondée sur la profession a été renégoциée au profit de l'identité religieuse, en particulier parmi les communautés peules qui étaient plus susceptibles de s'aligner sur les djihadistes pour se protéger. Les impacts économiques et environnementaux des violences et du changement climatique, aggravés par les effets de la décentralisation sur la marginalisation des Peuls non issus des élites, se sont traduits par des pertes importantes de bétail, qui est essentiel aux moyens de subsistance.<sup>52</sup> Le besoin de protection et la sauvegarde d'un statut de noblesse<sup>53</sup> ont poussé de nombreux « éleveurs » peuls à devenir des « musulmans » peuls<sup>54</sup>, ce qui, parallèlement à l'aggravation des facteurs politico-écologiques<sup>55</sup>, est venu redéfinir l'engagement des groupes ethniques. Les communautés bambaras, dogonnes et peules présentes dans le centre du Mali avaient leurs différends, leurs problèmes et leurs conflits, mais ces tensions ont pris une autre tournure après l'arrivée des groupes djihadistes en 2015. Face à l'insécurité croissante et à l'incapacité de l'État à assurer la sécurité, les communautés locales ont dû choisir leur

47 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

48 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali ».

49 Tor A. Benjaminsen, Koffi Alinon, Halvard Buhaug et Jill Buseth, « Does Climate Change Drive Land-Use Conflicts in the Sahel? » (« Le changement climatique conduit-il à des conflits sur l'utilisation des terres au Sahel ? »), *Journal of Peace Research* 49, n° 1 (2012) : 97-111, <https://doi.org/10.1177/0022343311427343> (en anglais).

50 Human Rights Watch, « Avant, nous étions des frères ».

51 Ibid.

52 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali », 6.

53 Alfild Birkeland, « Managing Fulbe Identity: Exchange Relations and Ethnic Discourses in a Village in Central Mali » (« Gérer l'identité peule : relations et discours ethniques dans un village du centre du Mali ») (Thèse de doctorat, université d'Oslo, 2007).

54 Mirjam de Bruijn et Han van Dijk, *Peuls et Mandingues : Dialectiques des constructions identitaires* (Leyde : Afrika-Studiecentrum, 1997).

55 Tor A. Benjaminsen et Boubacar Ba, « Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation » (« Pourquoi les éleveurs au Mali rejoignent-ils les groupes djihadistes ? Une explication écologico-politique »), *The Journal of Peasant Studies* 46, n° 1 (2019) : 1-20, <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457> (en anglais).

camp. En conséquence, des GAC alignés sur le plan ethnique (composés respectivement de Bambaras, de Dogons et de Peuls) ont commencé à se disputer la légitimité de leurs communautés respectives, le contrôle des ressources naturelles et le renforcement de leurs positions politiques. Cette construction dynamique des identités ethnoreligieuses, au même titre que les enjeux sécuritaires et économiques du centre du Mali, est ainsi devenue le paradigme dominant de la mobilisation des GAC.

L'un des impacts essentiels de la prolifération des GAC est l'évolution des schémas de violence, à savoir l'augmentation spectaculaire observée depuis 2015 (Figure 2). Les conflits impliquant des groupes djihadistes et des GAC ont généré de nombreuses atrocités de masse, y compris les attaques les plus meurtrières jamais enregistrées contre des civils au Mali. L'engagement des groupes ethniques a rompu la diversité des liens ethniques au niveau familial, tandis que les relations intercommunautaires se détériorent du fait de la peur omniprésente et de la méfiance fondée sur les différences ethniques et religieuses.<sup>56</sup> Les liens familiaux se rompent, la crise ayant entraîné des divorces au sein des couples mixtes entre Peuls et Dogons.<sup>57</sup> Si ces cas familiaux sont rares et ne sont pas représentatifs de la situation dans son ensemble, la cohabitation et la coexistence entre les communautés bambaras, dogonnes et peules sont mises à rude épreuve.

## APERÇU DES GROUPES ARMÉS AU CENTRE DU MALI

Groupes armés et GAC	Contexte	Objectif	Déclencheurs et motivations	Domaines d'intervention (voir Figure 2)
<b>Katiha Macina (GSIM)</b>	Dominée par les Peuls, mais comprend également des minorités dogonne, bambara, touarègue, arabe et autres	Combattre l'État malien et les forces internationales Diffuser l'idéologie djihadiste Promulguer la charia	Apparue en 2012, devenue plus visible fin 2014 et début 2015 sous le nom attribué en externe de Front de Libération de la Macina (FLM)	Cœur du delta intérieur du Niger Contrôle ou influence en milieu rural Présence sporadique dans des villages des régions de Ségou et Mopti
<b>Groupes d'autodéfense peuls</b>	Peul, Wouwarbe à Macina	Autodéfense Vengeance Protection des Peuls des donsos, de Dan Na Ambassagou et des militaires maliens	Incendies de villages peuls depuis 2017 par l'armée malienne et Dan Na Ambassagou	Visible dans les villages peuls
<b>Dan Na Ambassagou (DNA)</b>	Dogon, Dafing, Samos, Bobo, Telem, Mossi	Autodéfense Vengeance Protection du pays dogon contre les djihadistes	Avènement des djihadistes dans la région Soutenir les forces de sécurité du gouvernement malien dans l'assurance de la sécurité	Villages des cercles de Bandiagara Bankass, Koro et Douentza dans la région de Mopti, main sur tous les points de contrôle le long des routes nationales
<b>Chasseurs donsos ou dozos</b>	Bambaras, Bobo, Bwa, Marka, Dafings, Bozos	Autodéfense Vengeance Protection de la communauté contre les djihadistes	Attaques à Ténénkou et Macina en 2015 et 2016 par la Katiha Macina	Visibles dans les zones urbaines et les villages principalement dans les cercles de Macina et de Niono de la région de Ségou et dans le Cercle de Diéne de la région de Mopti

Tableau 2. Groupes armés organisés dans le centre du Mali

56 Entretiens à Bandiagara et Diafarabé, région de Mopti, et entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

57 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

Les circonscriptions et l'appartenance à des GAC et à d'autres groupes djihadistes à majorité ethnique suivent principalement les distinctions ethniques (entre Bambaras, Dogons et Peuls). L'affiliation pour des motifs ethniques est le fruit de l'évolution de la mobilisation initiale de chaque groupe en vue de protéger et venger ou de l'affiliation pour des motifs ethniques d'un dirigeant influent.<sup>58</sup>

## Katiba Macina

Le contingent du groupe djihadiste GSIM dans le centre du Mali, la Katiba Macina, s'est imposé début 2015 et reste le groupe armé dominant dans les régions centrales du Mali. La création de l'organisation-cadre djihadiste GSIM en mars 2017 a intégré la Katiba Macina dans sa structure organisationnelle. Par son insurrection dans le centre du Mali, elle est devenue l'autorité de facto dans la majeure partie du delta intérieur du Niger, qui constitue le cœur du groupe. Celui-ci comprend les zones humides riches en végétation et sujettes aux inondations qui s'étendent sur l'ouest de la région de Mopti et l'est de la région de Ségou. Dans l'axe nord-sud, la zone est située le long du fleuve Niger entre les villes de Tombouctou et Ségou. Cette zone, qui inclut les villes de Ténénkou et de Youwarou, est la moins touchée par le conflit depuis 2015 (Figure 3). Cependant, les militants dissuadent fréquemment les comportements sociaux traditionnels intimidant les populations locales, en leur imposant des codes vestimentaires et en extorquant la *zakat*, l'impôt religieux.

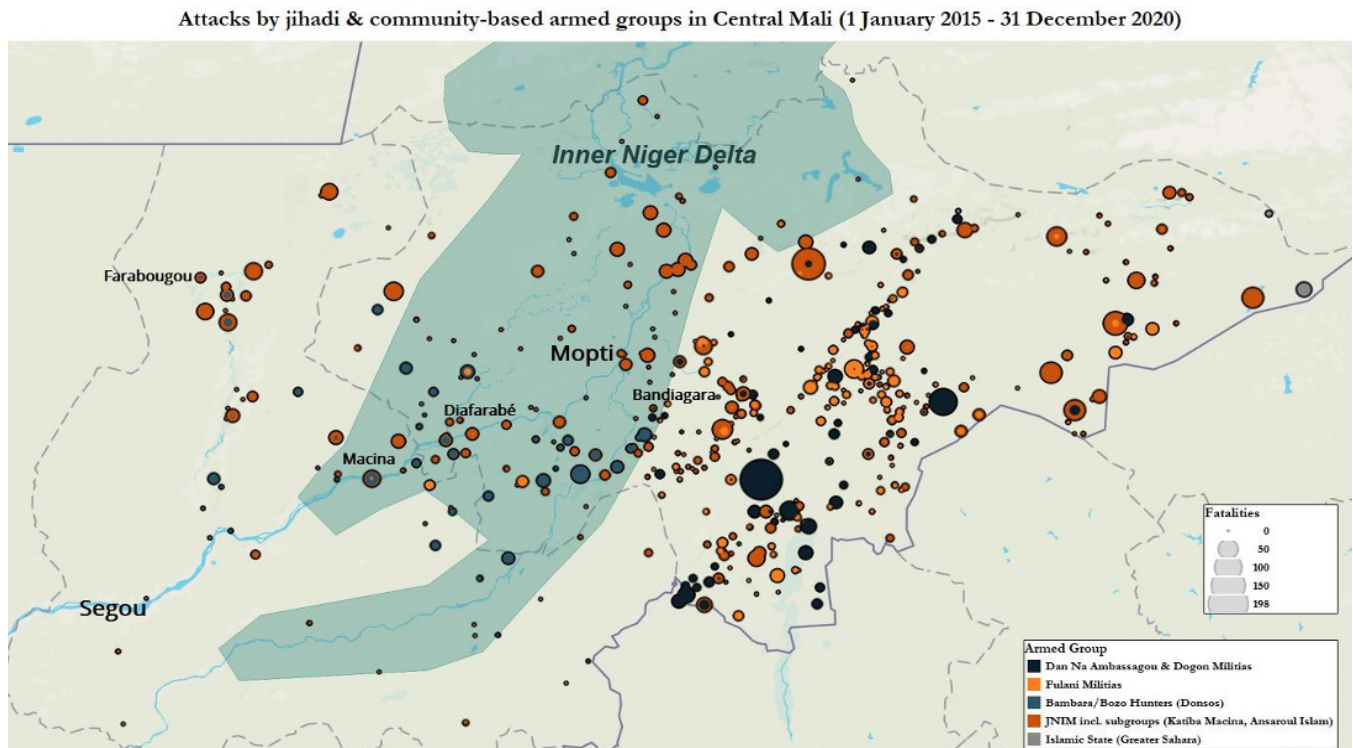


Figure 3 : Lieux de conflit dans les régions de Ségou et de Mopti, au Mali (1<sup>er</sup> janvier 2015-12 décembre 2020).<sup>59</sup>

58 Par exemple, la direction de la Katiba Macina, composée majoritairement de Peuls, par Amadou Koufa. Aurélien Tobie et Boukary Sangaré, « The Impact of Armed Groups on the Populations of Central and Northern Mali » (« L'impact des groupes armés sur les populations du centre et du nord du Mali »), SIPRI, octobre 2019, <https://www.sipri.org/publications/2019/other-publications/impact-armed-groups-populations-central-and-northern-mali> (en anglais).

59 Source : ACLED.

Amadou Koufa, « entrepreneur djihadiste » et prédicateur local qui s'appuyait sur un discours pointu sur les griefs sociaux et politiques locaux, est devenu à travers la Katiba Macina un puissant représentant des Peuls.<sup>60</sup> Koufa, lui-même peul, s'est appuyé sur une stratégie discursive en réponse aux griefs des éleveurs nomades peuls contre l'État<sup>61</sup>, les agriculteurs bambaras et dogons<sup>62</sup> et les élites peules (les djowros).<sup>63</sup> Faire de ce discours le cœur de sa stratégie a contribué à étendre l'influence du groupe djihadiste dans le centre du Mali.<sup>64</sup> Les Peuls voyaient en la Katiba Macina un possible défenseur qui leur permettrait de récupérer des droits qu'on leur refuse par ailleurs, tels que l'accès aux terres pastorales et aux ressources naturelles.<sup>65</sup>

De plus, les exactions des forces de sécurité contre les civils, en particulier contre les Peuls depuis 2013 dans le centre du Mali, ont encouragé certains membres de la communauté peule à rejoindre la Katiba Macina.<sup>66</sup> En 2013, l'armée malienne a été responsable de plusieurs atrocités et exécutions sommaires contre des civils peuls à Mopti.<sup>67</sup> Dans les années suivantes, les abus principalement à l'encontre des communautés peules se sont poursuivis dans le centre du Mali. La désignation djihadiste du GSIM a ainsi commencé à revêtir certaines des caractéristiques des GAC, à savoir son caractère ethnique, malgré la lente intégration de membres dogons à mesure que le GSIM prenait le contrôle et le pouvoir des zones peuplées par cette communauté. Comprendre l'intégration de combattants dogons au GSIM relève du casse-tête ; les motivations pourraient être une affiliation idéologique, une recherche de protection, l'absence d'alternative ou encore un recrutement forcé. Certains Dogons ont jugé favorable de s'aligner sur le GSIM en sa position d'acteur armé le plus fort dans la région, altérant ainsi l'équilibre dans les conflits entre Dogons. Dans le même temps, bien qu'ils soient difficiles à quantifier, des segments de la communauté peule restent insensibles au discours de justice des djihadistes et s'opposent aux idées et à la présence de la Katiba Macina.

Tout en présentant avant tout le groupe comme djihadiste, le discours et les actions de la Katiba Macina oscillent entre identités djihadiste et peule. Ce chevauchement pourrait être décrit comme une sorte d'hybride entre groupe d'insurgés djihadistes et milice d'autodéfense.<sup>68</sup> Le leader de la Katiba Macina, Amadou Koufa, réfute parfois les affirmations selon lesquelles l'organisation est un groupe armé peul, même si ses frères peuls constituent l'essentiel de sa force de combat. Le groupe s'est souvent présenté

---

60 Ibrahim Yahaya Ibrahim, *Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : Idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles* (Paris : OECD Publishing, 2017), <https://doi.org/10.1787/1da64565-fr>

61 Citons par exemple un comportement prédateur des services forestiers, la corruption des fonctionnaires de l'État et du système judiciaire en faveur d'autres groupes, etc.

62 Des événements conflictuels comme l'attaque du village de Sari en 2012 ; ceux-ci sont déclenchés par les activités agricoles bloquant les couloirs de transhumance.

63 Les élites, aux côtés des représentants de l'État, se positionneraient comme les gardiens des pâturages, taxant les éleveurs nomades d'un droit d'entrée par tête de bétail.

64 Benjaminsen et Ba, « Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? »

65 Jean-Hervé Jezequel et Vincent Foucher, « Forced Out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural » (« Chassés des villes dans le Sahel, les djihadistes d'Afrique se tournent vers les campagnes », *International Crisis Group*, 11 janvier 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural> (en anglais). Voir aussi : Clionadh Raleigh, Héli Nsaibia et Caitriona Dowd, « The Sahel Crisis Since 2012 » (« La crise du Sahel depuis 2012 », *African Affairs* 120, n° 478 (2020) : 123–143, <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa022> (en anglais).

66 Boukary, « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? »

67 Thiam, *Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée*.

68 Alexander Thurston, *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups* (« Les djihadistes d'Afrique du Nord et du Sahel : Politiques locales et groupes rebelles ») (R.-U : Cambridge University Press, 2020), 158, <https://doi.org/10.1017/9781108771160> (en anglais).

comme un défenseur de la communauté peule en « ethnisant » publiquement les conflits locaux dans sa propagande.<sup>69</sup>

L'approche de la Katiba Macina a affecté les groupes ethniques marginalisés de la région de deux manières distinctes. Tout d'abord, elle a trouvé un écho auprès des Peuls les plus marginalisés en leur offrant un moyen d'échapper aux injustices perçues. Deuxièmement, elle a trouvé un écho négatif chez les autres groupes ethniques, principalement les Dogons, qui se sentaient un peu plus menacés encore par les Peuls à mesure que leur identité changeait et que « djihadistes » et « Peuls » étaient considérés comme une seule et même identité. Cet amalgame entre identités peules et djihadistes a amplifié les stéréotypes préexistants et la stigmatisation des Peuls par les Dogons, qui ont déclaré précédemment : « Il faut comprendre que les Peuls [aux yeux des Dogons] peuvent aussi être vus comme le mal venant du désert herbeux. »<sup>70</sup> La Katiba Macina est donc perçue comme une menace imminente pour les Dogons.

Le groupe se montre néanmoins de plus en plus ouvert aux cultures locales dans le but d'étendre son contrôle sur la région. Abdel Kader Sidibé, qui dirige la mission Sahel pour le Centre pour le dialogue humanitaire (HD), indique que « dans le pays dogon, ils (les jihadistes) n'imposent pas la *charia*. La raison est stratégique : pour avoir une emprise, ils veulent être acceptés localement. »<sup>71</sup> Le leader religieux du GSIM a activement promu un discours pro-dogon visant à présenter les communautés dogonnes comme faisant partie de la population musulmane générale. Cette décision allait à l'encontre de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), qui avait tendance à amalgamer le groupe ethnique dogon avec les chasseurs dozos.

Les djihadistes se présentent comme des pourvoyeurs de sécurité et de gouvernance dans le but de promouvoir leur programme religieux.<sup>72</sup> Depuis 2012, les membres des groupes constitutifs du GSIM usent de plus en plus de leur influence pour s'engager dans la résolution des conflits et la justice dans la région de Bandiagara afin d'asseoir leur légitimité et de tisser des liens avec les populations locales.<sup>73</sup> Les personnes interrogées ont également noté que les djihadistes ne sont que semi-présents et vivent principalement dans des zones rurales plus reculées, opérant à distance.<sup>74</sup> Poussé hors des grandes villes et villages par les efforts de lutte contre les groupes militants, le GSIM a vu ses unités s'installer au sein de communautés rurales dans le but de maintenir ses opérations clandestines.<sup>75</sup>

## Groupes d'autodéfense peuls

Plusieurs GAC ont émergé aux côtés de la Katiba Macina. Alors que les persécutions par les forces de sécurité gouvernementales et les représailles des communautés rivales se multipliaient, de jeunes Peuls ont formé des groupes d'autodéfense afin de protéger leurs villages des abus des forces de sécurité et

69 MENASTREAM (@MENASTREAM), « #Mali: While #JNIM on several occasions have claimed attacks against #Dozos, there is a notable shift in the discourse, saying it is in defense of Fulani brethren, and giving Dozos the attribute "pagan", previously described as a militia backed by the army » (« #Mali : Alors que le #GSIM a revendiqué à plusieurs reprises des attaques contre les #dozos, un changement notable s'est produit dans le discours, invoquant la défense des frères peuls et qualifiant les dozos de « païens », auparavant décrits comme une milice soutenue par l'armée »), Twitter, 23 janvier 2019, <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1088193830061514752?s=20> (en anglais).

70 Comme on le retrouve dans les rituels funéraires des Dogons. Voir aussi : de Bruijn et van Dijk, *Peuls et Mandingues*.

71 Ibid.

72 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

73 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

74 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

75 Jezequel et Foucher, « Forced Out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural ».



des milices semblables aux groupes de chasseurs tels que les donsos, ou dozos. Bien qu'elles aient été constituées comme un mécanisme d'autodéfense, les milices peules elles-mêmes commettent souvent des attaques et sont soupçonnées d'atrocités de masse, notamment le massacre de Sobane-Da en 2019.<sup>76</sup> Les communautés peules n'acceptent pas toujours ces GAC, remettant en question leurs revendications de protection dans les cercles de Macina et de Ténénkou par exemple, où certains considèrent que les opportunistes des GAC tirent profit du désordre et du chaos.

Les membres peules des GAC et de la Katiba Macina sont enracinés dans le même contexte socio-politique, cohabitent au sein des mêmes zones géographiques et prétendent protéger et rendre justice aux communautés peules.<sup>77</sup> Ils sont membres des mêmes communautés, si bien qu'ils sont difficiles à distinguer. Les groupes d'autodéfense peules ont demandé le soutien de puissants groupes djihadistes, du GSIM et dans de rares cas de l'EIGS, dans leur quête de protection, de moyens et d'armes, compliquant un peu plus encore leur distinction par rapport aux groupes djihadistes.<sup>78</sup>

Le cycle de tensions suivies de violences entre Peuls, Dogons et autres groupes ethniques minoritaires a pris de l'ampleur après que les Peuls ont commencé à former leurs propres GAC. Cela a commencé lorsque les djihadistes se sont mis à cibler des dirigeants et sites culturels dogons.<sup>79</sup> Les GAC peuls sont vus comme des djihadistes par bon nombre de Dogons, lesquels y voient une menace pour leur communauté, légitimant ainsi l'existence de Dan Na Ambassagou, un GAC composé majoritairement de Dogons. Du point de vue des GAC peuls, les Dogons sont considérés comme une cible de représailles légitime en raison des attaques qu'ils ont commises contre les Peuls, notamment dans le cercle de Bandiagara.

À titre d'exemple, dans le cercle de Macina, les Peuls de la faction Wuwarbe ont formé un GAC après l'incendie criminel de villages par des chasseurs donsos en février 2017.<sup>80</sup> Les GAC de Peuls Wouwarbe attaquent et volent du bétail aux agriculteurs bambaras associés aux donsos, confortant le cycle avancé par les Peuls et les Bambaras quant à la justification des activités d'autodéfense armée. De même, le lien entre les GAC peuls et les djihadistes en a automatiquement fait les rivaux des donsos, dont la composition multiethnique tend à ce qu'ils soient associés aux agriculteurs et aux pêcheurs par opposition à un groupe ethnique, mais qui sont néanmoins considérés par les Peuls comme des fauteurs de trouble et des agresseurs.<sup>81</sup> Pour la communauté peule, la portée de ses GAC ne dépasse pas le niveau local. Les GAC peuls ont pour unique responsabilité de protéger leur communauté individuelle et d'agir par vengeance dans leur voisinage immédiat.

---

76 RFI, « Mali : la Minusma a rendu son rapport sur le massacre de Sobane Da », 9 août 2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190808-mali-minusma-enquete-massacre-sobane-da-violences-entre-communautés>.

77 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020. Voir aussi : International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali » ; Boukary, « Le centre du Mali : épicerie du djihadisme ? » ; Thiam, *Centre du Mali : jeux et dangers d'une crise négligée*.

78 Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, « Entre faux djihadistes et faux chasseurs traditionnels, les civils piégés dans le centre du Mali », *The Conversation*, 22 octobre 2018, <https://theconversation.com/entre-faux-djihadistes-et-faux-chasseurs-traditionnels-les-civils-pieges-dans-le-centre-du-mali-105181>.

79 Abdoulaye Diarra, « Douentza : Les islamistes détruisent le Toguna de la ville », *L'Indépendant*, 10 octobre 2012, <http://news.abamako.com/h/6760.html>.

80 Entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

81 Entretiens à Diarafabé, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.



## Dan Na Ambassagou

Le groupe à majorité dogonne Dan Na Ambassagou a émergé dans l'est de la région de Mopti et se définit comme un protecteur du pays dogon, une perception partagée par de nombreux Dogons.<sup>82</sup> Une personne interrogée affirme que Dan Na Ambassagou est « présent là où l'armée est absente [...] en sécurisant les routes nationales »<sup>83</sup>. Son soutien et sa légitimité reposent sur un sentiment d'insécurité face à une menace djihadiste. Cela affecte les nombreuses facettes de la relation entre Dan Na Ambassagou, qui doit justifier ses actions au titre de la protection, et la communauté dogonne qu'il prétend protéger. Le groupe est progressivement devenu l'ennemi juré de la Katiba Macina, et les deux groupes rivalisent pour le contrôle territorial et l'influence sur les populations locales.

Dan Na Ambassagou est composé de chasseurs traditionnels (les dozos), bien qu'il recrute également parmi plusieurs groupes ethniques minoritaires non associés aux efforts des Peuls ou de la Katiba Macina. À Bandiagara, le groupe comprend également des membres de groupes ethniques tels que les Samos, les Dafing, les Bobo, les Telem et les Mossis.<sup>84</sup> Le cœur du mouvement est situé sur l'escarpement, ou la falaise de Bandiagara. Il est également actif sur les quatre cercles à l'est de la région de Mopti, dont Bandiagara, Bankass, Douentza et Koro, et conserve une représentation à Mopti et Sevaré dans le cercle de Mopti.

Dan Na Ambassagou compte sur la communauté dogonne pour le recrutement, la collecte de fonds et le soutien. Ces besoins l'incitent à tenir un discours sécuritaire en créant un état d'insécurité, voire en ciblant des membres de la communauté dogonne qui défient ou sapent son autorité. Ces derniers temps, Dan Na Ambassagou cible sa propre communauté en extorquant, kidnappant et tuant des villageois dogons à Bandiagara, Koro et Bankass dans la région de Mopti, en particulier ceux qui refusent de se soumettre aux demandes de fonds et de recrues du groupe.<sup>85</sup> Certains Dogons en sont arrivés à percevoir Dan Na Ambassagou comme une source d'insécurité dans un contexte où ce sont les djihadistes qui offrent des perspectives de paix.<sup>86</sup>

La création de Dan Na Ambassagou a intensifié les violences dans le centre du Mali. L'assassinat d'un chef et chasseur dogon de premier plan, Théodore Soumbounou, en octobre 2016 par des djihadistes avait déclenché la mobilisation de Dan Na Ambassagou. Cependant, selon des entretiens locaux, sa montée en puissance à Bandiagara n'a été visible qu'en 2018, coïncidant avec la présence accrue de la Katiba Macina et des attaques contre les forces maliennes.<sup>87</sup> Le groupe compte à son actif de multiples massacres contre des civils peuls, bien qu'il affirme ne viser que les groupes djihadistes.<sup>88</sup>

---

82 Plusieurs rassemblements dogons ont eu lieu dans la capitale Bamako et à Bandiagara, dans la région de Mopti, pour montrer leur soutien à Dan Na Ambassagou.

83 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

84 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

85 Nathalie Prevost, « Des Dogons harcelés par la milice dans le centre du Mali », *Mondafrique*, 18 septembre 2020, <https://mondafrique.com/des-dogons-harceles-par-la-milice-dans-le-centre-du-mali/>.

86 Célian Macé, « Au Mali, les jihadistes se font parrains de la paix », *Libération*, 21 septembre 2020, [https://www.liberation.fr/planete/2020/09/21/au-mali-les-jihadistes-se-font-parrains-de-la-paix\\_1800137](https://www.liberation.fr/planete/2020/09/21/au-mali-les-jihadistes-se-font-parrains-de-la-paix_1800137).

87 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

88 Human Rights Watch, « Avant, nous étions des frères » ; Fédération internationale pour les droits humains, *Dans le centre du Mali : les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*, novembre 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_lespopulations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_du\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh_centre_du_mali_lespopulations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf)

Au cours des premiers mois de son existence, Dan Na Ambassagou a entretenu des liens étroits et stratégiques avec le gouvernement malien et ses forces de sécurité sous couvert de la lutte contre les djihadistes liés aux communautés peules.<sup>89</sup> Cependant, cette relation entre Dan Na Ambassagou et le gouvernement malien a subi un revers majeur après le massacre d'Ogossagou en mars 2019, où des combattants présumés de Dan Na Ambassagou ont tué au moins 153 civils peuls, marquant la reprise des violences intercommunautaires.<sup>90</sup> Suite au massacre, le gouvernement malien a été critiqué pour avoir soutenu un acteur non étatique qui commet des atrocités. Bien que Dan Na Ambassagou ait souffert de la brouille ultérieure avec le gouvernement central, voyant les forces de sécurité maliennes cibler ses bases, le groupe a continué de jouir d'une certaine popularité auprès des communautés dogonnes dans la région et de la diaspora dogonne.<sup>91</sup> Les attaques répétées de groupes peuls et djihadistes contre des villages dogons justifient le soutien populaire et l'existence continue de Dan Na Ambassagou, malgré la pression d'organisations internationales et nationales de défense des droits humains.<sup>92</sup>

## Chasseurs donsos ou dozos

Comme les Dogons avec Dan Na Ambassagou, d'autres groupes ethniques ont également formé des groupes d'autodéfense. Des chasseurs traditionnels, ou donsos, de la communauté de pêcheurs bozos, sont présents le long des rives du fleuve Niger entre Djenné et Ténénkou, dans la région de Mopti. Les Bambaras, les Bobo, les Bwa, les Marka, les Dafing et d'autres groupes ethniques constituent des confréries de chasseurs dans les zones qu'ils habitent : les Bwa et les Dafing entre Diallassagou dans le cercle de Bankass et Tominian dans le cercle de Tominian, dans la région de Ségou ; les Bambaras à Ténénkou, dans la région de Mopti ; et les Ké-Macina et les Niono dans la région de Ségou.

La concurrence et le conflit entre Bozos et Peuls ont donné lieu à de violents affrontements entre les chasseurs bozos et la Katiba Macina. Nouhoun-Bozo, village célèbre pour ses constructeurs de bateaux, a été au cœur des combats entre les deux groupes armés en 2018<sup>93</sup> et 2019.<sup>94</sup> Les militants de la Katiba Macina ont en outre imposé des embargos prolongés à des villages à majorité bozo tels que Toguéré-

89 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020 ; Human Rights Watch, « Avant, nous étions des frères » ; International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali » ; Olivier Dubois, « Mali – Mamadou Goudienkilé : Nous ne négocierons pas avec les djihadistes », *Le Point*, 13 avril 2020, [https://www.lepoint.fr/afrique/mali-mamadou-goudienkile-nous-ne-negocierons-pas-avec-les-djihadistes-13-04-2020-2371193\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/mali-mamadou-goudienkile-nous-ne-negocierons-pas-avec-les-djihadistes-13-04-2020-2371193_3826.php).

90 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), « Conclusions préliminaires de la mission d'enquête spéciale sur les graves atteintes aux droits de l'homme commis à Ogossagou le 23 mars 2019 », Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 2 mai 2019, <https://peacekeeping.un.org/fr/communiquede-presse-conclusions-preliminaires-de-la-mission-denquete-speciale-sur-les-graves>.

91 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali ».

92 Fédération internationale pour les droits humains, « Centre-Mali : arrêter et juger les responsables du massacre d'Ogossagou pour enrayer la spirale des violences communautaires », 26 mars 2019, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/centre-mali-arreter-et-juger-les-responsables-du-massacre-d-ogossagou>

93 Rida Lyammouri, « Mali – Sahel: August 2017 – April 2018 Chronology of Violent Incidents by Al-Qaeda Affiliate Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen (JNIM), Islamic State in the Greater Sahara (ISGS), Islamic State in West Africa Province (ISWAP), Ansaroul Islam, and Armed Banditry and Inter-Community Violence » (« Mali – Sahel : Chronologie d'août 2017 à avril 2018 des incidents violents liés au groupe affilié à Al-Qaïda Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), à l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), à l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), à Ansaroul Islam, et au banditisme armé et aux violences intercommunautaires »), Sahel Memo, 29 mai 2018, <https://www.sahelmemo.com/2018/05/29/mali-sahel-august-2017-april-2018-chronology-of-violent-incidents-by-al-qaeda-affiliate-jamaat-nusrat-al-islam-wal-muslimeen-jnim-islamic-state-in-the-greater-sahara/> (en anglais).

94 MENASTREAM (@MENASTREAM), « #Mali: Yesterday, presumed Katiba Macina (#JNIM) militants aboard pickup trucks encircled the village of Nouhoun-Bozo (Djenné), #Mopti, a #FAMa aircraft reportedly intervened, forcing the assailants to withdraw » (« #Mali : Hier, des militants présumés de la Katiba Macina (#GSIM) à bord de pick-ups ont encerclé le village de Nouhoun-Bozo (Djenné), #Mopti ; un avion #FAMa serait intervenu, forçant les assaillants à se retirer »), Twitter, 29 juin 2019, <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1144961923374624773?s=20> (en anglais).

Coumbé et Kouakourou, dans la région de Mopti.<sup>95</sup> Au départ, ces embargos avaient été déclenchés par de petits conflits liés à l'application de la *charia*. À Niono, les militants de la Katiba Macina accusent les chasseurs donsos bambaras d'abus contre la communauté peule et imposent depuis début octobre 2020 un embargo au village de Farabougou et ses environs (Figure 3).

Comme dans les zones dogonnes, les militants de la Katiba Macina ont bombardé des ponts pour entraver la circulation et empêcher l'accès, tiré sur des agriculteurs alors qu'ils travaillaient dans leurs champs et provoqué de fréquents affrontements. Bien que la Katiba Macina soit mieux armée et organisée et plus motivée et expérimentée dans l'art de la guerre, les donsos bénéficient du soutien intermittent des forces de sécurité du gouvernement malien.<sup>96</sup> Historiquement, le gouvernement malien s'est appuyé sur et a soutenu des milices armées, souvent ethniques, pour combattre un groupe menaçant l'État. Dans le même ordre d'idées, dans le centre du Mali, les forces de sécurité gouvernementales peinent à contrer la montée en puissance des groupes djihadistes, soutenant contre ces derniers tour à tour des milices et des groupes armés.

Les patrouilles des forces armées maliennes dans ces villages à majorité bozo ont compliqué la situation sécuritaire, les militants de la Katiba Macina accusant les villageois de faire intervenir l'armée dans la zone. Les choses se sont donc aggravées, avec une augmentation des meurtres de villageois, la pose de mines en bord de route visant les forces de sécurité et les chasseurs bozos qui les soutiennent, et des attaques violentes contre des positions militaires. Actuellement, l'accord de paix conclu entre les donsos et les Peuls est devenu l'outil dont se sert la Katiba Macina pour délégitimer les dirigeants donsos. La participation des donsos à tout accord de paix a conduit Dan Na Ambassagou, ennemi de la Katiba Macina, à les considérer comme des traîtres et des cibles légitimes de violence, alors même que Dan Na Ambassagou est dirigé par un donso et a recruté massivement parmi les donsos à sa création.<sup>97</sup>

## CAUSES ET EFFETS DE LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ARMÉE

Bien que les membres des GAC viennent directement des communautés qu'ils prétendent protéger, une combinaison d'autres facteurs motive également les individus, en particulier les jeunes, à les rejoindre ou à les soutenir.<sup>98</sup> L'appartenance ethnique n'est qu'un facteur mobilisateur parmi d'autres, comme la vulnérabilité des jeunes et la privation économique. Certains GAC sont multi-ethniques et parfois multi-nationaux, ce qui indique que la mobilisation au-delà des frontières ethniques est le fait de la perception de menaces communes dans des contextes hyperlocalisés mais transfrontaliers.

95 International Crisis Group, « Parler aux djihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? » ; Sahélien.com, « Au centre du Mali, trois villages sont assiégés par des djihadistes depuis plus d'un an », 6 février 2019, <https://sahelien.com/au-centre-du-mali-trois-villages-sont-assieges-par-les-djihadistes-depuis-plus-dun-an/>.

96 Tobie Aurélien et Boukary Sangaré, « Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali : Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix », *SIPRI*, 19 mai 2020, <https://www.wathi.org/impacts-groupes-armes-mali-sipri/>.

97 C'est le cas d'Ali Dolo, le maire de la commune de Sangha. Voir : « Le maire de Sangha sur la crise du centre : "Cette guerre profite à certaines personnes" », *Bamada.net*, 17 septembre 2020, <http://bamada.net/le-maire-de-sangha-sur-la-crise-du-centre-%e2%80%89cette-guerre-profite-a-certaines-personnes%e2%80%89>.

98 Entretiens à Bandiagara et Diafarabé, région de Mopti, et entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

## Cycles de violences punitives

Les caractéristiques ethniques de Dan Na Ambassagou et de la Katiba Macina renforcent certains stéréotypes locaux selon lesquels chaque groupe armé peul est affilié aux djihadistes de la Katiba Macina et chaque milice dogonne liée à Dan Na Ambassagou.<sup>99</sup> Ceci explique le cycle sans fin de violences entre ces groupes ethniques. Tous les acteurs armés du centre du Mali ont beau avoir des idéologies et des motivations différentes, tous tirent parti des conflits en cours et de l'absence de l'État pour légitimer leur création et justifier leurs actions. Dans le même temps, tous les groupes pourront avoir des griefs similaires et éprouver un sentiment de négligence de la part du gouvernement central et des élites corrompues.

D'une part, un agriculteur dogon a déclaré : « Les membres du groupe d'autodéfense Dan Na Ambassagou sont nos dieux qui protègent la communauté dogonne ; l'autre groupe (les djihadistes) est composé d'ennemis du Mali. »<sup>100</sup> Cette déclaration reflète un discours qui légitime un peu plus encore les GAC, au point que ce participant qualifiait Dan Na Ambassagou de protecteur ultime, en lieu et place de l'État.

D'autre part, les cercles de Macina et de Ténénkou sont largement sous le contrôle de la Katiba Macina et des chasseurs donsos.<sup>101</sup> Ici, les membres du groupe peul de la Katiba Macina étaient vulnérables au recrutement en raison d'un manque de représentation de l'État et de griefs contre les autorités locales, ce qui en faisait des cibles naturelles dans les efforts de la Katiba Macina pour augmenter son soutien dans la région.<sup>102</sup>

Dans le cercle de Macina, la connexion des communautés peules aux groupes djihadistes a été quasi immédiate<sup>103</sup>, éclatant au grand jour en février 2017 suite à l'assassinat de Chaka Dembélé, un chasseur donso bambara, attribué à la Katiba Macina.<sup>104</sup> En représailles, les chasseurs donsos ont violemment attaqué les villages peuls, tuant au moins 21 civils. Depuis 2017, la région traverse des cycles d'expéditions punitives meurtrières, légitimant la prolifération des GAC dans le cercle.<sup>105</sup>

## Tensions historiques

Le conflit sous-jacent entre agriculteurs et éleveurs dans la région et le cycle de représailles alimentant la polarisation croissante des identités sont liés à et légitiment en définitive la prolifération des GAC.<sup>106</sup> Les relations entre les communautés peule et dogonne sont tendues du fait de rivalités ancestrales sur leur influence respective. Ces relations sont de plus en plus tendues du fait de l'aggravation des conditions écologiques mettant à rude épreuve les moyens de subsistance, ainsi que des difficultés que rencontrent le gouvernement central et les autorités traditionnelles et locales dans la gestion efficace des ressources

99 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

100 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

101 Entretien à Diafarabé, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

102 Benjaminsen et Ba, « Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? »

103 Entretien à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

104 Boubacar Sidiki Haidara, « Des violences intercommunautaires font 21 morts dans le cercle de Macina », *Journal du Mali*, 14 février 2017, <https://www.journaldumali.com/2017/02/14/violences-intercommunautaires-21-morts-cercle-de-macina/>.

105 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

106 Raleigh, Nsaibia et Dowd, « The Sahel Crisis Since 2012 ».

naturelles. Les populations se retrouvent dès lors en concurrence pour l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles.<sup>107</sup>

Faute de moyens et de priorités, la présence de l'État dans ces zones rurales est limitée. Quand l'État y est présent, c'est généralement via les forces de sécurité. Faute d'une présence suffisante des autorités locales pour faire face à ce niveau de conflit, djihadistes et groupes d'autodéfense ont profité du vide du pouvoir pour intégrer le conflit écologique dans un discours plus global : chacun se présente comme nécessaire pour se protéger de l'autre, ou de l'ennemi, en s'appuyant sur un discours opposant éleveurs peuls et agriculteurs dogons dans le centre du Mali.<sup>108</sup>

Les tensions entre Peuls et Bambaras sont liées à la rivalité entre agriculteurs et éleveurs. Ces relations tendues se traduisent par la présence de Peuls dans les rangs djihadistes, ce qui, du point de vue des Bambaras, nécessite de s'appuyer sur les GAC donsos de la communauté pour se protéger. Les attaques et vols de bétail répétés des deux côtés exacerbent un peu plus les tensions entre les deux communautés, engendrant une méfiance croissante. L'introduction d'un degré d'obscurité quant à l'identité des groupes réels derrière les attaques et les vols de bétail peut entraîner la désignation de communautés ou de villages entiers comme boucs émissaires, plutôt que celle d'un groupe organisé ou d'une milice.

## Vulnérabilité des jeunes

Les jeunes du centre du Mali sont considérés comme les plus marginalisés et vulnérables, au même titre que les groupes pastoraux ruraux et nomades. Les personnes interrogées ont cité à plusieurs reprises le manque d'opportunités d'emploi, la pauvreté, le faible accès à l'éducation, les pressions sociales pour se marier et fonder une famille, ainsi que le faible accès à la formation professionnelle et aux compétences en vue d'améliorer ses perspectives d'emploi, comme facteurs contribuant aux associations de jeunes avec les GAC<sup>109,110</sup>. Même des jeunes femmes se sont engagées dans le soutien ou la lutte au sein de GAC. Si la religion est considérée comme un moteur de participation directe des femmes aux groupes armés et aux groupes djihadistes, les raisons restent floues.<sup>111</sup> On suppose que des jeunes femmes participent aux activités des GAC en tant qu'informatrices fournissant des renseignements sur les lieux où se trouvent les opposants, en tant que recruteuses et en faisant passer des marchandises et des armes par les postes de contrôle.<sup>112</sup> Bien qu'il existe des preuves accablantes de l'incorporation forcée de femmes au sein des

---

107 Tor A. Benjaminsen et Boubacar Ba, « Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency » (« Meurtres entre Peuls et Dogons au Mali : Les conflits entre agriculteurs et éleveurs comme insurrection et contre-insurrection »), *African Security* 14, n° 1 (2021) : 4-26, <https://doi.org/10.1080/19392206.2021.1925035> (en anglais).

108 Ibid.

109 Entretiens à Bandiagara et Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

110 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

111 Zoé Gorman et Grégory Chauzal, « Hand in Hand: A Study of Insecurity and Gender in Mali » (« Main dans la main : une étude sur l'insécurité et le genre au Mali »), *SIPRI*, décembre 2019, <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-insights-peace-and-security/hand-hand-study-insecurity-and-gender-mali> (en anglais). Voir aussi : Hilary Matfess, *Pourvoyeuses de légitimité : Les femmes dans les groupes armés communautaires* (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2021), <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2021.3>

112 Gorman et Chauzal, « Hand in Hand: A Study of Insecurity and Gender in Mali ». Pour en savoir plus sur le rôle et l'importance des femmes dans les groupes armés, voir : Jakana Thomas, *Duty and Defiance: Women in Community-based Armed Groups in West Africa* (« Devoir et défi : les femmes dans les groupes armés communautaires en Afrique de l'Ouest ») (Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2021), <https://doi.org/10.37805/GACs2021.1> (en anglais).

groupes djihadistes dans le bassin du lac Tchad, le rôle qu'elles jouent parmi les groupes djihadistes et d'autres groupes armés dans le centre du Mali reste sous-étudié et peu clair.<sup>113</sup>

Le soutien des jeunes marginalisés et privés de leurs droits est renforcé par des discours identitaires et communautaristes, ainsi que par des promesses d'armes et de profit dans un contexte de pauvreté.<sup>114</sup> Alors que l'idée de créer des GAC vient souvent des anciens, ce sont les jeunes qui se retrouvent mobilisés en première ligne. Une personne interrogée à Macina a déclaré : « L'impact de la jeunesse sur la naissance des groupes armés est minime ; l'idée de créer des milices ne vient pas de la jeunesse. Ils ont été incités, encouragés, puis recrutés. »<sup>115</sup> Une personne interrogée à Ségou a déclaré que les jeunes sont souvent entraînés dans des cycles de violences punitives qu'ils comprennent à peine et se retrouvent à commettre des actes violents contre des civils non armés, y compris des femmes et des enfants.<sup>116</sup> La violence perpétrée par les jeunes apparaît moins tactique et liée à des considérations politiques, diminuant ainsi la probabilité d'une résolution pacifique, tandis que les violences et représailles commises par les aînés tendent à être limitées par des normes intercommunautaires qui deviennent rapidement obsolètes.

La prolifération de la mobilisation communautaire armée s'est accompagnée d'une mise à l'écart générale des autorités traditionnelles et d'une fragilisation des mécanismes locaux de règlement des différends. Dans le même temps, les chefs religieux ont pris part à des débats religieux avec des membres de groupes djihadistes.<sup>117</sup> Ainsi, la mobilisation des jeunes dans les conflits violents a généré des effets négatifs en renversant les normes sociales et en déformant les hiérarchies.<sup>118</sup> Les femmes sont de plus en plus exposées aux violences sexuelles et basées sur le genre, tant par les groupes armés que par les forces de sécurité.<sup>119</sup> Selon une personne interrogée à Macina, « c'est la jeunesse dépourvue de valeurs que nous voyons prendre les armes. Tenir une arme leur donne l'impression d'être tout-puissants. Avec cette arme, ils sont tout : des pères pour leurs pères, des grands frères pour leurs frères aînés. »<sup>120</sup> La possession d'armes est devenue un symbole de virilité. « Le port d'arme est désormais une marque d'honneur. Être membre d'un groupe armé nous confère le statut d'homme à part entière. »<sup>121</sup> Cela affecte la dynamique sociale de la région en présentant la confrontation armée comme une solution acceptable pour protéger sa famille et en légitimant par ailleurs l'augmentation de la circulation d'armes légères et de petit calibre illicites.

---

113 Ella Jeannine Abatan et Boubacar Sangaré, « Katiba Macina and Boko Haram: Including Women to What End? » (« La Katiba Macina et Boko Haram : Inclure les femmes, à quelle fin ? » ), *Institute for Security Studies*, 31 mars 2021, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/katiba-macina-and-boko-haram-including-women-to-what-end> (en anglais)

114 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

115 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

116 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

117 David Baché, « Mali : "Les habitants vivent très mal, tout manque" dans les localités soumises aux jihadistes », *RFI*, 12 août 2021, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique/20210812-mali-les-habitants-vivent-tr%C3%A8s-mal-tout-manque-dans-les-localit%C3%A9s-soumises-aux-jihadistes>.

118 Tobie et Sangaré, « The Impact of Armed Groups on the Populations of Central and Northern Mali ».

119 Shantelle Spencer, *CARE Rapid Gender Analysis Mopti – Mali* (« CARE, Analyse rapide du genre à Mopti – Mali ») (CARE, 2020), <https://careevaluations.org/wp-content/uploads/Mali-RGA-April-2020-Final-draft-clean.pdf> (en anglais)

120 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

121 Entretien à Diarafabé, région de Mopti, mars 2020.



## Privation économique et écologique

La concurrence pour les ressources naturelles est omniprésente dans la littérature sur la crise du centre du Mali.<sup>122</sup> L'économie du centre du Mali dépend de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, donnant aux opportunités d'emploi un caractère limité et saisonnier du fait de l'irrégularité des précipitations. Après la récolte, les travailleurs agricoles temporaires sont au chômage, les éleveurs peinent à trouver une végétation suffisante pour leur bétail et entrent en concurrence pour des emplois dans le transport limités par l'insécurité routière, tandis que les pêcheurs voient leurs possibilités de revenus entravées par la saison sèche.<sup>123</sup> Depuis 2015, l'économie de la région s'est encore aggravée en raison notamment des restrictions de sécurité sur les déplacements et de l'interdiction des motos, moyen de transport essentiel entre les marchés et les champs.<sup>124</sup>

Cette privation économique, aggravée par les chocs environnementaux, contraste avec la richesse relative des membres des GAC qui accèdent à des financements par des moyens divers. Les groupes d'autodéfense peuls sont partiellement soutenus par des fonds récoltés grâce au commerce du bétail.<sup>125</sup> Le vol de bétail est une source courante de revenus pour les groupes armés du centre du Mali et est considéré comme une incitation à rejoindre les groupes armés pour deux raisons : les revenus potentiels générés par la revente de bétail volé et la protection de son propre bétail contre le vol.<sup>126</sup> La disponibilité et l'accès aux armes pour la protection du bétail et des biens ont également encouragé le recrutement d'éleveurs, d'agriculteurs et de commerçants. Certains habitants sont plus cyniques, comme le souligne une personne interrogée à Macina : « les djihadistes et les jeunes donsos profitent du désordre pour s'enrichir par le vol, le racket et le banditisme ».<sup>127</sup>

Poussés par les difficultés économiques, les membres des différents groupes armés peuvent utiliser leur position de pouvoir pour générer des revenus. Par exemple, les groupes djihadistes s'appuient sur l'argent et les biens collectés grâce à l'impôt islamique, appelé *zakat*.<sup>128</sup> Selon des personnes interrogées, les groupes djihadistes exigent des paiements de la part des communautés qu'ils protègent, que ce soit sous couvert de *zakat* ou de contributions financières volontaires. Certains groupes non djihadistes trouvent également des moyens d'amener les membres de la communauté à les soutenir financièrement. Une personne interrogée à Macina a expliqué : « Dans une commune où les chasseurs donsos patrouillaient régulièrement pendant la nuit, les personnes arrêtées étaient emmenées dans des campements et devaient s'acquitter d'une amende d'environ 4-5 USD (2 000-3 000 CFA). »<sup>129</sup> Certains soutiens viennent de l'autre côté des frontières. Une personne interrogée a mentionné que Dan Na Ambassagou recevait des fonds de la diaspora dans des pays d'Afrique de l'Ouest tels que la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale et le Cameroun depuis 2018.<sup>130</sup> L'accès aux ressources financières, bien que limité, pourrait inciter les membres des communautés locales à rejoindre les groupes armés pour générer des revenus.

---

122 Anca-Elena Ursu, *Under the Gun: Resource Conflicts and Embattled Traditional Authorities in Central Mali* (« Sous pression : conflits liés aux ressources et autorités traditionnelles en difficulté dans le centre du Mali ») (La Haye : Institut Clingendael, avril 2018), <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-07/under-the-gun.pdf> (en anglais).

123 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

124 Tobie et Sangaré, « The Impact of Armed Groups on the Populations of Central and Northern Mali ».

125 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

126 Entretien à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

127 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

128 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

129 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

130 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

## Absence de l'État

Les GAC donsos sont principalement présents dans les villes et les villages et, comme à Bandiagara, la Katiba Macina contrôle les zones plus reculées et rurales. On estime que la Katiba Macina contrôle la majeure partie du cercle de Ténénkou, dans la région de Mopti<sup>131</sup>, tandis que les donsos seraient plus présents dans les zones urbaines et les villages du cercle de Macina, dans la région de Ségou. Les forces de sécurité du gouvernement malien sont partiellement présentes dans les cercles de Macina et de Ténénkou, alors que cette présence se limite à quelques villages et à Diafarabé dans la région de Mopti.<sup>132</sup> Cette faible présence est controversée, une personne interrogée ayant déclaré : « La police et la justice maliennes pillent la population. La police est complice des voleurs de bétail et impose sa présence à la population. La justice ne gère pas les conflits, elle les exacerbe. Je peux affirmer qu'ils sont très corrompus. »<sup>133</sup>

La présence limitée du gouvernement en matière de sécurité alimente le sentiment d'insécurité chez les villageois et renforce la dépendance envers les GAC en tant que garants de la sécurité. La préférence et la partialité supposées des forces armées pour la communauté bambara au détriment de la communauté peule a un impact négatif sur la perception des forces de sécurité gouvernementales présentes. Une personne interrogée à Diafarabé a déclaré : « Avec l'arrivée de l'armée partielle du Mali et sa collusion avec la milice donso contre les Peuls, je suis de ceux qui prient pour la victoire future des djihadistes qui jusqu'à présent n'avaient pas tué de femmes ni d'enfants ni brûlé de huttes ».<sup>134</sup> Cette position non neutre positionne l'État comme un participant au conflit en cours plutôt que dans un rôle de médiateur.

Cependant, toutes les opinions ne sont pas négatives. « L'État ne peut pas être partout », a déclaré une personne interrogée à Bandiagara. « Il en fait beaucoup en étant présent dans la moitié des communes du cercle [de Ténénkou]. L'État et ses partenaires apportent leur aide en matière de santé, d'alimentation, de sécurité, de formation, de sensibilisation, de dialogue et de médiation. »<sup>135</sup>

Les populations du centre du Mali, toutes ethnies confondues, pensent que les autorités gouvernementales maliennes devraient jouer un rôle central dans la sécurité et la stabilité locales.<sup>136</sup> Or du fait de l'absence du gouvernement central dans la prise de décisions pertinentes au niveau local, la majorité d'entre elles vont davantage faire confiance aux autorités locales et coutumières qu'aux autorités gouvernementales.<sup>137</sup> Certains des problèmes de gouvernance existants sont vieux de plusieurs décennies, et l'accumulation des litiges et conflits mal gérés n'est en rien le fruit des développements récents dans le centre du Mali.<sup>138</sup>

La plupart des Peuls, à l'exception des élites tirant un profit de leurs relations avec le gouvernement, considèrent l'absence de l'État comme une cause profonde de la crise actuelle. L'un des sentiments qui est souvent revenu dans les entretiens a été que « l'État a échoué ».<sup>139</sup> « L'État doit prendre ses

131 Entretiens à Diafarabé, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

132 Entretiens à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

133 Entretien à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

134 Entretien à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020. Voir aussi : Fédération internationale pour les droits humains, *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme* (FIDH/ AMDH, novembre 2018), [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_lespopulations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_du\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh_centre_du_mali_lespopulations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf).

135 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

136 Bodian, Tobie, et Marening, « The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali ».

137 Ibid.

138 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali ».

139 Entretiens à Bandiagara et Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

responsabilités », déclarait un Peul interrogé. « Il est uniquement présent dans la ville de Bandiagara. [...] Il ne nous a aidés à nous échapper que lorsque nous avons été victimes d'exécutions. [...] En tant que Peuls, nous devons bien nous comporter envers Dan Na Ambassagou, car l'État n'est pas en mesure d'assurer notre sécurité. »<sup>140</sup>

Pour les Dogons, à Bandiagara l'État est considéré comme un complice silencieux des attaques contre les villages dogons.<sup>141</sup> « L'État, je ne le reconnais plus. Il n'existe pas ici », a exprimé une personne interrogée.<sup>142</sup> « Je considère que l'État a abandonné le pays dogon », déclarait une autre.<sup>143</sup>

Ce sont ces perceptions d'une absence de l'État qui ont poussé beaucoup de gens à rejoindre des groupes d'autodéfense. L'évolution des mécanismes de gouvernance locale a placé la justice, la sécurité et la prise de décision en matière de gouvernance au cœur de chaque communauté, laissant aux GAC assez de place pour venir combler le vide en matière de prise de décision sur les questions de sécurité. Comme l'a dit un donso de Macina : « Nous sommes ouvertement présents et exerçons un contrôle sur nos localités abandonnées par l'État malien. »<sup>144</sup> Cependant, les GAC étant nombreux et chacun possédant ses zones d'intervention, l'obscur répartition du contrôle entre les différents groupes armés laisse les communautés dans le flou quant à l'identité de ceux qui assurent la sécurité et la justice dans leur région.<sup>145</sup> Dans les régions de Mopti et de Ségou, le contrôle et l'influence sur les territoires évoluent, et la force des différents groupes est difficile à évaluer. Toutefois, les discours faisant d'eux les garants de la protection, de la vengeance et de la gouvernance restent une constante en l'absence d'un gouvernement central capable de résoudre les conflits.<sup>146</sup>

## Discours de légitimité

La présence de groupes djihadistes renforce la légitimité des GAC dans certaines parties du centre du Mali. Les entretiens à Kolongo-Tomo, dans le cercle de Macina, dans la région de Ségou, ont souligné que les activités des groupes d'autodéfense donsos étaient moins acceptées, car l'absence d'une présence djihadiste notable rendait toute protection inutile.<sup>147</sup> Ainsi, les jeunes locaux « ont boycotté le recrutement au sein des groupes d'autodéfense ». <sup>148</sup> Selon les personnes interrogées, cela est dû à une menace et une présence non permanentes de djihadistes dans la communauté. Sans menace imminente pour la sécurité et les moyens de subsistance de la part des groupes armés non donsos, les GAC donsos peuvent difficilement justifier de commettre tout acte de violence aux yeux des communautés qu'ils prétendent protéger. D'où le fait que des habitants perçoivent les chasseurs donsos comme illégitimes, invoquant des abus de pouvoir et un traitement violent de la population locale et les qualifiant de perturbateurs plutôt que de garants de la paix.<sup>149</sup>

Outre les aspects sécuritaires, la mobilisation des groupes armés et les dynamiques de conflits qui y sont liées ont un effet clair sur l'économie du centre du Mali, sur lequel les GAC peuvent capitaliser. Par

---

140 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

141 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

142 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

143 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

144 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

145 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

146 Entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

147 Entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

148 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

149 Entretiens à Macina, région de Ségou, mars 2020.

exemple, par crainte pour leur sécurité, les commerçants se rendaient moins dans le centre du Mali et entre les marchés pour faire des affaires. Le manque de mobilité remettait en question la capacité des populations à participer aux marchés hebdomadaires qui sont également des événements sociaux clés. Conscients de cela, les GAC se posent en gestionnaires de crise soutenant la reprise économique, tandis que les communautés locales représentées par des dirigeants traditionnels prennent en main la gouvernance. Le discours de légitimation des GAC dans la région est principalement axé sur le fait d'assurer la sécurité en l'absence de l'État<sup>150</sup> et n'est généralement pas en mesure de dépasser les conflits d'ordre ethnique. Des membres de la communauté ont salué les actions des GAC pour la sécurisation des terres agricoles, des pâturages et des espaces de marché.

On reconnaît également aux GAC d'avoir fourni des efforts pour parvenir à un accord de paix entre groupes djihadistes, donsos et Dogons dans une optique de soutien de la reprise économique.<sup>151,152</sup> Un accord signé le 1<sup>er</sup> août 2019 a permis de juguler avec succès les violences entre les communautés peules et bambaras dans la commune de Femaye, dans la région de Mopti, et de permettre le retour des déplacés internes.<sup>153</sup> Ces efforts de paix ont permis la réouverture des routes de transit et garanti la sécurité des commerçants et des populations en déplacement, apaisant les tensions et offrant un peu de répit aux communautés en proie au conflit.<sup>154</sup> S'il existe un risque que ces accords ne durent pas – l'Accord de Niono dans la région de Ségou est rapidement tombé à l'eau<sup>155</sup> – ils permettent aux GAC, y compris aux djihadistes, de se présenter comme ceux qui veillent sur le peuple, tandis que le gouvernement central reste distrait et occupé par les troubles politiques et sécuritaires à l'échelle du pays. Les communautés obéissent aux groupes armés, y compris aux djihadistes, et aux accords de paix dans un souci de paix, de tranquillité et de survie face aux conflits en cours. Obéir, toutefois, ne signifie pas nécessairement fournir des combattants actifs et d'autres moyens de soutien matériel.

## CONCLUSION

L'ampleur des incidents violents et les dimensions ethniques du conflit, notamment dans les régions de Mopti et de Ségou, sont alarmantes. 2020 a été l'année la plus violente, mettant la région sur la voie d'une poursuite de l'escalade.<sup>156</sup> Dans le centre du Mali, la nature rurale du conflit le rend plus enclin à une prolongation et à une augmentation du nombre de victimes. Les massacres récurrents dans les villages sont une source de traumatisme et d'indignation morale. L'incapacité historique du

---

150 Toutes les personnes interrogées ont estimé qu'il s'agissait de l'élément le plus important pour la survie et le fonctionnement des groupes armés dans la région.

151 Entretiens à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

152 Entretiens à Diafarabé, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

153 Pauline Rouquette, « L'accord de paix entre Peuls et Dogons au Mali, une chance de neutraliser les groupes armés », *France24*, 6 août 2019, <https://www.france24.com/fr/20190806-mali-accord-paix-peuls-dogons-chance-repousser-groupes-armes-terroristes>.

154 « Koro : Les acteurs économiques saluent la reprise du trafic routier », *L'Essor*, juin 2021, <https://www.lessormali.com/koro-les-acteurs-economiques-saluent-la-reprise-du-traffic-routier>.

155 Baché, « Mali : "Les habitants vivent très mal, tout manque". »

156 Annika Björkdahl, et Susanne Buckley-Zistel, dir., *Spatializing Peace and Conflict: Mapping the Production of Places, Sites and Scales of Violence* (« Spatialiser la paix et le conflit : cartographier la génération de lieux, sites et niveaux de violence ») (Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2016) ; Jana Krause, *Resilient Communities: Non-Violence and Civil Agency in Communal War* (« Communautés résilientes : non-violence et capacité d'action de la société civile dans les guerres communautaires ») (Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2020), <https://doi.org/10.1017/9781108675079> (en anglais) ; José Luengo-Cabrera (@J\_LuengoCabrera), « Mali: monthly civilian fatalities by attributed perpetrator. Data provider: @ACLEINFO » (« Mali : nombre mensuel de victimes civiles par auteur attribué. Fournisseur de données : @ACLEINFO »), Twitter, 15 juin 2021, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1404852979912609794](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1404852979912609794) (en anglais).

gouvernement à intervenir le disqualifie d'une quelconque prise en main des efforts de désescalade. La hausse constante des meurtres et de la disponibilité des armes augmente la probabilité d'une violence à plus grande échelle, et la légitimation des GAC en tant que garants de la sécurité les positionne pour maintenir un soutien communautaire au moins partiel. Les dynamiques actuelles entre les différentes communautés prévoient une tendance croissante à la violence si aucune initiative de désescalade n'est entreprise. Cette recherche a cartographié les perceptions locales actuelles et espère indiquer certaines voies à suivre.

De nombreux habitants perçoivent la crise actuelle comme temporaire et attendent avec impatience le retour à une vie stable dans laquelle « le Mali reste un pays indivisible, laïc et ouvert sur le monde ». <sup>157</sup> Aucun groupe n'ayant obtenu l'approbation majoritaire parmi les diverses populations installées dans le centre du Mali, il existe pour le nouveau gouvernement de transition <sup>158</sup> une occasion de se présenter comme une partie neutre pouvant servir de médiateur à un accord de paix durable entre les différents GAC, stimuler une croissance économique prenant en compte les besoins d'emploi des jeunes, et soutenir les programmes de réinsertion des djihadistes et membres des autres groupes armés. <sup>159</sup> La feuille de route du gouvernement de transition pour le centre du Mali souligne l'importance de désarmer les milices d'autodéfense, de promouvoir les dialogues entre communautés et groupes armés et de redéployer l'État – points qui représentent tous des améliorations dans la prise en compte des facteurs multidimensionnels et intercommunautaires de l'instabilité. <sup>160</sup> Sans plan d'action clair, toutefois, ce modèle pourrait en revenir à l'approche jusque-là infructueuse ayant consisté à se concentrer uniquement sur les menaces djihadistes.

Le gouvernement et ses forces de sécurité doivent respecter des mécanismes de responsabilité et renoncer aux pratiques discriminatoires pour rétablir la confiance. <sup>161</sup> Le gouvernement doit également donner la parole à tous les segments de la société, y compris les femmes, dans la réconciliation et les activités de lutte contre les djihadistes. « Ce sont les femmes qui doivent être en première ligne [dans l'établissement de la confiance au sein de la population], dans la mesure où elles sont en contact direct avec les hommes, qui ont pris les armes ou sont prêts à le faire, qui sont leurs pères, maris, fils et frères. » <sup>162,163,164</sup> Les femmes sont des acteurs politiques clés et devraient être incluses dans les mécanismes de gestion des conflits.

Rien qu'au cours des trois dernières années, les allégations d'abus par les forces de sécurité ont désabusé les communautés. En février 2018, en réponse au Plan de sécurisation intégrée des régions

---

157 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

158 Bien que ce rapport ait été rédigé avant mai 2021, il est également pertinent pour le gouvernement de transition actuel.

159 Entretiens à Diafarabé et Bandiagara, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

160 Stephen D. Esquith, « Mali's roadmap for lasting peace has laudable goals: but it doesn't go far enough » (« La feuille de route du Mali pour une paix durable a des objectifs louables, mais elle ne va pas assez loin »), *The Conversation*, 24 août 2021, <https://theconversation.com/malis-roadmap-for-lasting-peace-has-laudable-goals-but-it-doesnt-go-far-enough-166419> (en anglais).

161 Entretiens à Diafarabé et Bandiagara, région de Mopti, et à Macina, région de Ségou, mars 2020.

162 Entretiens à Diafarabé, région de Mopti, mars 2020.

163 Entretien à Bandiagara, région de Mopti, mars 2020.

164 Entretien à Macina, région de Ségou, mars 2020.

du centre (PSIRC) du gouvernement<sup>165</sup>, l'armée a renforcé sa présence dans les cercles de Koro, Bankass et Douentza.<sup>166</sup> En juillet 2019, 3 500 membres des forces de sécurité avaient été déployés dans la zone, mais ces forces ont été à plusieurs reprises accusées d'exactions extrajudiciaires contre des civils, notamment les Peuls accusés de collaboration avec la Katiba Macina.<sup>167</sup> Les allégations contre les forces de sécurité nationales et internationales ont reçu peu d'attention de la part du gouvernement central ou de la communauté internationale, mettant les organisations de défense des droits de l'homme locales en difficulté pour enquêter et mettre en lumière les violations potentielles des droits de l'homme. Par exemple, en janvier 2021, des organisations locales et des villageois peuls ont prétendu qu'une frappe aérienne française avait tué 20 civils et décrit d'autres incidents de meurtres de femmes et d'enfants. Ces allégations ont été jugées fausses par les gouvernements français et malien, érodant un peu plus encore la confiance entre les communautés peules du centre du Mali et le gouvernement central.<sup>168</sup>

Le PSIRC a essuyé de nouveaux revers quand les attaques djihadistes ont repoussé les forces maliennes, affaiblissant leur visibilité et leur interaction avec les communautés locales.<sup>169</sup> L'abandon par le gouvernement d'une approche militaire au profit d'une approche de gouvernance visant à accroître la confiance des communautés via la Stratégie de stabilisation du centre du Mali (SSCM)<sup>170</sup> de décembre 2019 n'a pas produit de résultats significatifs. Mais avec un gouvernement de transition en place, la suite consistera à rendre la feuille de route de transition réalisable – une étape clé pour améliorer la réactivité du gouvernement aux besoins communautaires.

## Recommandations

Sur la base de l'examen de la littérature pertinente et de la recherche sur le terrain menée dans le centre du Mali, ce rapport se conclut sur des recommandations à destination des décideurs politiques locaux et internationaux, des praticiens du développement et des spécialistes des conflits en vue d'une meilleure compréhension des possibilités de désamorçage des violences soucieuses des risques de conflit et de la conception d'initiatives de sécurité et d'efforts de consolidation de la paix plus efficaces. Sur de nombreux aspects de ce conflit, des recherches supplémentaires sont nécessaires afin d'explorer en détail les dynamiques actuelles et les opportunités viables pour un avenir plus tranquille dans le centre du Mali.

165 Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, République du Mali, « Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre (PSIRC—Mopti et Segou) », février 2017, <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2019/07/PLAN-DE-SECURISATION-INTEGREE-DES-REGIONS-DU-CENTRE.pdf> ; Aurélien Tobie, « Le centre Mali : Violences et instrumentalisation croisées », SIPRI, décembre 2017, [https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-01/sipriinsight\\_1713\\_mali\\_3\\_fra.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-01/sipriinsight_1713_mali_3_fra.pdf)

166 International Crisis Group, « Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? », 28 mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>

167 Zeenat Hansrod, « Central Mali: Populations Caught between Terrorism and Anti-Terrorism » (« Centre du Mali : Les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme »), RFI, 21 novembre 2018, <https://www.rfi.fr/en/africa/20181120-malian-civilians-trapped> (en anglais) ; RFI, « Mali : Boubou Cissé annonce des mesures sécuritaires dans le centre », 8 juillet 2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190708-mali-boubou-cisse-annonce-mesures-securitaires-le-centre>.

168 Associated Press, « French minister insists troops didn't bomb Mali wedding fete » (« Le ministre français réaffirme que les troupes n'ont pas bombardé la célébration d'un mariage au Mali »), AP, 10 janvier 2021, <https://apnews.com/article/weddings-mali-franc-e-393f1b822dac7c5cc03aaa15667c95b0> (en anglais).

169 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali ».

170 International Crisis Group, « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali » ; Camillo Casola, dir., *Unraveling the Sahel: State, Politics and Armed Violence* (« Démêler le Sahel : État, politiques et violence armée ») (Institut italien d'études politiques internationales, 2021), [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/sahel\\_march\\_2021.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/sahel_march_2021.pdf) (en anglais).



- Les allégations d’abus et de discrimination par les forces de sécurité maliennes ont exacerbé les principaux griefs au sein des communautés peules. Le succès de toute stratégie gouvernementale visant à améliorer la confiance des communautés dans le leadership politique requiert des dirigeants gouvernementaux et de la communauté internationale qu’ils examinent et répondent aux allégations d’abus de la part de toute partie au conflit armé interne. Le gouvernement malien et les parties prenantes internationales doivent donner un écho à la voix des organisations de défense des droits de l’homme et de développement locales, enquêter sur les crimes présumés puis prendre une série d’actions bien médiatisées afin de réparer un modèle de sécurité mis à mal par le conflit et la méfiance.
- La coexistence pacifique restera inconcevable tant que les dommages à long terme infligés par les groupes djihadistes et les GAC afin d’attiser les violences ethniques ne seront pas inversés. Les GAC continueront d’être légitimés afin d’encourager l’adoption de comportements sécuritaires basés sur une politique identitaire menée par la population croissante de jeunes marginalisés et radicalisés. Toute approche sécuritaire doit reconnaître que des tensions entre communautés ethniquement hétérogènes persisteront même si la menace djihadiste est écartée.
- Les leçons tirées de l’alignement de la France sur les groupes touaregs dans le nord du Mali à des fins de lutte contre le terrorisme doivent être appliquées en vue d’éviter tout alignement des efforts de sécurité nationaux, internationaux ou multilatéraux sur les GAC. Les rumeurs d’alignement de la France sur Dan Na Ambassagou sont susceptibles d’intensifier les tensions sociales et ethniques déjà existantes en opposant plus clairement Peuls et Dogons, en particulier en cas de renforcement du lien entre Peuls et djihadistes par la création de relations entre les Dogons et la France. La possibilité d’une évolution de la mission ou de l’ensemble de principes que défendent les GAC dans leur lutte pour le maintien du pouvoir pourrait entraîner des acteurs extérieurs à se ranger du côté de certaines communautés ethniques plutôt que d’autres, ce qui nuirait un peu plus encore à la cohésion sociale et au renforcement de la confiance envers le gouvernement.
- La réforme du secteur de la sécurité ainsi que le désengagement, le désarmement et la réintégration (DDR) sont peu probables à l’heure actuelle, et tout effort visant à intégrer les membres des GAC dans une plus vaste force de sécurité nationale ou une organisation de maintien de l’ordre est voué à l’échec. Le DDR ne devrait pas être une priorité aujourd’hui pour les efforts de stabilisation, tant que les tensions ethniques ne seront pas traitées. Les membres des GAC seront probablement déterminés à protéger leur propre communauté ou groupe ethnique. Une intégration précoce donnerait du pouvoir aux GAC, ce qui serait un frein évident à une paix et une justice durables au niveau national.
- Les femmes ne sont pas un groupe monolithique : l’âge, l’origine ethnique, la localisation et les croyances religieuses jouent tous un rôle dans la diversité des opinions et des associations des femmes avec les violences actuelles.<sup>171</sup> L’adoption d’une approche soucieuse des risques de conflit visant à répondre aux besoins, aux comportements et aux contributions potentielles des femmes aux changements positifs n’a pas été suffisamment envisagée. Pour bien comprendre le rôle que peuvent jouer les femmes du centre du Mali dans les processus de consolidation de

171 Rida Lyammouri et Anna Schmauder, *Supporting Efforts in Engaging with Local Religious and Traditional Leaders in Burkina Faso and Mali* (« Soutenir les efforts d’engagement avec les leaders religieux et traditionnels locaux au Burkina Faso et au Mali ») (Helsinki : The Network for Religious and Traditional Peacemakers, 2021), <https://www.peacemakersnetwork.org/wp-content/uploads/2021/04/Supporting-efforts-in-engaging-with-local-religions-and-traditional-leaders-in-Burkina-Faso-and-Mali-1.pdf> (en anglais) ; Abatan et Sangaré, « Katiba Macina and Boko Haram: Including Women to What End? »

la paix, des recherches supplémentaires sont nécessaires afin de comprendre leur rôle dans le conflit actuel et les possibilités d'intégrer positivement leur voix dans les programmes de paix et de sécurité.

- Les communautés estiment que de mauvaises perspectives économiques augmentent le risque de voir des individus rejoindre des groupes armés. À l'issue d'un processus d'examen minutieux, les gouvernements et acteurs de la sécurité de l'État devraient procéder, avant mise en œuvre, à des évaluations approfondies des interdictions, prohibitions et couvre-feux susceptibles de nuire à l'économie en empêchant les individus d'accéder aux marchés. Dans l'optique d'un début de normalisation de l'activité économique par le gouvernement de transition, l'ouverture du commerce et la formation professionnelle constituent des mesures simples pour inciter les jeunes et les adultes à la génération de revenus licites.
- Jusqu'à présent, les réponses ont été lentes et entravées par des difficultés de mise en œuvre. Compte tenu de la fluidité et de l'évolution constante de la dynamique, les programmes en matière de prévention des conflits et de la violence, de développement économique et d'aide humanitaire nécessitent plus de flexibilité et de rapidité. Une multiplication des évaluations et des analyses rapides pourrait améliorer la capacité des exécutants et des décideurs des programmes à réagir de façon proactive aux changements dynamiques de la situation.

## SOURCES

- « Koro : Les acteurs économiques saluent la reprise du trafic routier ». *L'Essor*, juin 2021. <https://www.lessormali.com/koro-les-acteurs-economiques-saluent-la-reprise-du-traffic-routier>.
- « Le maire de Sangha sur la crise du centre : "Cette guerre profite à certaines personnes" », *Bamada.net*, 17 septembre 2020. <http://bamada.net/le-maire-de-sangha-sur-la-crise-du-centre-%e2%80%89cette-guerre-profite-a-certaines-personnes%e2%80%89>.
- Abatan, Ella Jeannine et Boubacar Sangaré. « Katiba Macina and Boko Haram: Including Women to What End? » (« La Katiba Macina et Boko Haram : Inclure les femmes, à quelle fin ? »), *Institute for Security Studies*, 31 mars 2021. <https://issafrica.org/research/west-africa-report/katiba-macina-and-boko-haram-including-women-to-what-end> (en anglais).
- Agbiboa, Daniel. *Origines de la gouvernance hybride et de la mobilisation des communautés armées en Afrique subsaharienne*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019. [https://www.resolve.net/system/files/2021-02/RESOLVE\\_CBAGs\\_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride\\_0.pdf](https://www.resolve.net/system/files/2021-02/RESOLVE_CBAGs_Origines%20de%20la%20gouvernance%20hybride_0.pdf)
- Agence France Presse. « Mali Army Arrests Soldiers Accused Over Torture Video » (« L'armée malienne arrête des militaires accusés d'avoir filmé des tortures ») » *Barron's*, 13 octobre 2021. <https://www.barrons.com/news/mali-army-arrests-soldiers-accused-over-torture-video-01634151006> (en anglais).
- Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, 24 juillet 2014. [https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Accord%20pour%20la%20Paix%20et%20la%20R%C3%A9conciliation%20au%20Mali%20-%20Issu%20du%20Processus%20d%27Alger\\_0.pdf](https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Accord%20pour%20la%20Paix%20et%20la%20R%C3%A9conciliation%20au%20Mali%20-%20Issu%20du%20Processus%20d%27Alger_0.pdf).
- Ahmed, Baba. « Massacres dans le centre du Mali : pourquoi l'Armée ne parvient pas à protéger la population », *Jeune Afrique*, 12 novembre 2019. <https://www.jeuneafrique.com/794794/politique/massacres-dans-le-centre-du-mali-pourquoi-larmee-ne-parvient-pas-a-protger-la-population/>.
- Al Jazeera. « Many killed in central Mali ethnic attacks: Officials » (« De nombreux morts dans des attaques ethniques dans le centre du Mali : les chiffres officiels »), 28 mai 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/5/28/many-killed-in-central-mali-ethnic-attacks-officials> (en anglais).
- Associated Press. « French minister insists troops didn't bomb Mali wedding fete » (« Le ministre français réaffirme que les troupes n'ont pas bombardé la célébration d'un mariage au Mali »). *AP*, 10 janvier 2021. <https://apnews.com/article/weddings-mali-france-393f1b822dac7c5cc03aaa15667c95b0> (en anglais).
- Aurélien, Tobie et Boukary Sangaré. « Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali : Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix », *SIPRI*, 19 mai 2020. <https://www.wathi.org/impacts-groupes-armes-mali-sipri/>
- Ba-Konaré, Dougoukolo Alpha Oumar. « Entre faux djihadistes et faux chasseurs traditionnels, les civils piégés dans le centre du Mali », *The Conversation*, 22 octobre 2018. <https://theconversation.com/entre-faux-djihadistes-et-faux-chasseurs-traditionnels-les-civils-pieges-dans-le-centre-du-mali-105181>.

- Baché, David. « Mali : “Les habitants vivent très mal, tout manque” dans les localités soumises aux jihadistes ». *RFI*, 12 août 2021. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique/20210812-mali-les-habitants-vivent-tr%C3%A8s-mal-tout-manque-dans-les-localit%C3%A9s-soumises-aux-jihadistes>.
- BBC. « Mali attack: 100 killed in ethnic Dogon village » (« Attaque au Mali : 100 personnes tuées dans un village d’ethnie dogonne »), 10 juin 2019. <https://www.bbc.com/news/world-africa-48579475> (en anglais).
- BBC. « Mali villagers killed in armed raid in Mopti region » (« Des villageois maliens tués dans un raid armé dans la région de Mopti »), 1<sup>er</sup> janvier 2019. <https://www.bbc.com/news/world-africa-46732703> (en anglais).
- Benjaminsen Tor A., et Boubacar Ba. « Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency » (« Meurtres entre Peuls et Dogons au Mali : Les conflits entre agriculteurs et éleveurs comme insurrection et contre-insurrection »), *African Security* 14, n° 1 (2021) : 4-26. <https://doi.org/10.1080/19392206.2021.1925035> (en anglais).
- Benjaminsen Tor A., et Boubacar Ba. « Farmer–Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali » (« Conflits fermiers-éleveurs, marginalisation pastorale et la corruption : une étude de cas du delta intérieur du Niger au Mali »), *Geographical Journal* 175 (2009) : 71-81, <https://doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00312.x>.
- Benjaminsen Tor A., et Boubacar Ba. « Why Do Pastoralists in Mali Join Jihadist Groups? A Political Ecological Explanation » (« Pourquoi les éleveurs au Mali rejoignent-ils les groupes djihadistes ? Une explication écologico-politique »), *The Journal of Peasant Studies* 46, n° 1 (2019) : 1-20 <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>. (en anglais).
- Benjaminsen, Tor A., Koffi Alinon, Halvard Buhaug et Jill Buseth. « Does Climate Change Drive Land-Use Conflicts in the Sahel? » (« Le changement climatique conduit-il à des conflits sur l’utilisation des terres au Sahel ? »), *Journal of Peace Research* 49, n° 1 (2012) : 97-111. <https://doi.org/10.1177/0022343311427343> (en anglais).
- Birkeland, Alfild. « Managing Fulbe Identity: Exchange Relations and Ethnic Discourses in a Village in Central Mali » (« Gérer l’identité peule : relations et discours ethniques dans un village du centre du Mali ») Thèse de doctorat, université d’Oslo, 2007.
- Björkdahl, Annika, et Susanne Buckley-Zistel, dir. *Spatializing Peace and Conflict: Mapping the Production of Places, Sites and Scales of Violence* (« Spatialiser la paix et le conflit : cartographier la génération de lieux, sites et niveaux de violence »). R.-U. : Palgrave Macmillan, 2016.
- Bodian, Mamadou, Aurélien Tobie, et Myriam Marenging. « The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali » (« Les défis de la gouvernance, du développement et de la sécurité dans les régions centrales du Mali »), *SIPRI*, mars 2020. <https://www.sipri.org/publications/2020/sipri-insights-peace-and-security/challenges-governance-development-and-security-central-regions-mali> (en anglais).
- Boukary, Sangaré. « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? », *Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP)*, 20 mai 2016. <https://grip.org/le-centre-du-mali-epicerie-du-djihadisme/>
- Casola, Camillo, dir. *Unraveling the Sahel: State, Politics and Armed Violence* (« Démêler le Sahel : État, politiques et violence armée »). Institut italien d’études politiques internationales, 2021. [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/sahel\\_march\\_2021.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/sahel_march_2021.pdf) (en anglais).
- de Bruijn, Mirjam, et Han van Dijk. *Peuls et Mandingues : Dialectiques des constructions identitaires*. Leyde : Afrika-Studiecentrum, 1997.
- de Bruijn, Mirjam, dir. *Biographies de la radicalisation : des messages cachés du changement social*. Makon, Bamenda : Langaa Research & Publishing CIG, 2018. <https://doi.org/10.2307/j.ctvh9vtbr>
- Diallo, Ousmane Aly. « Ethnic Clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali » (« Affrontements ethniques, Jihad et insécurité dans le centre du Mali »), *Peace Review* 29, n° 3 (2017) : 299-306. <https://doi.org/10.1080/10402659.2017.1344529> (en anglais).
- Diarra, Abdoulaye. « Douentza : Les islamistes détruisent le Toguna de la ville », *L’Indépendant*, 10 octobre 2012. <http://news.abamako.com/h/6760.html>.
- Dubois, Olivier. « Mali – Mamadou Goudienkilé : Nous ne négocierons pas avec les djihadistes », *Le Point*, 13 avril 2020 [https://www.lepoint.fr/afrique/mali-mamadou-goudienkile-nous-ne-negocierons-pas-avec-les-djihadistes-13-04-2020-2371193\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/mali-mamadou-goudienkile-nous-ne-negocierons-pas-avec-les-djihadistes-13-04-2020-2371193_3826.php).
- Dufka, Corinne. *Combien de sang doit encore couler ? Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali*. É.-U. : Human Rights Watch, 2020. <https://www.hrw.org/fr/report/2020/02/10/combien-de-sang-doit-encore-couler/atrocites-commises-contre-des-civils-dans-le>
- Esquith, Stephen L. « Mali’s roadmap for lasting peace has laudable goals: but it doesn’t go far enough » (« La feuille de route du Mali pour une paix durable a des objectifs louables, mais elle ne va pas assez loin »), *The Conversation*, 24 août 2021. <https://theconversation.com/malis-roadmap-for-lasting-peace-has-laudable-goals-but-it-doesnt-go-far-enough-166419> (en anglais).
- Florquin, Nicolas et Stéphanie Pézard. « Insurrection, désarmement et insécurité dans le nord du Mali, 1990-2004 », dans *Armées mais désœuvrés : groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*, sous la direction de Nicolas Florquin et Eric G. Berman, 46-77. Genève : Small Arms Survey, 2005. <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-Armed-Aimless-2-Full-manuscript-FR.pdf>
- Gorman, Zoé et Grégory Chauzal. « Hand in Hand: A Study of Insecurity and Gender in Mali » (« Main dans la main : une étude sur l’insécurité et le genre au Mali »), *SIPRI*, décembre 2019. <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-insights-peace-and-security/hand-hand-study-insecurity-and-gender-mali> (en anglais).
- Haidara, Boubacar Sidiki. « Des violences intercommunautaires font 21 morts dans le cercle de Macina ». *Journal du Mali*, 14 février 2017. <https://www.journaldumali.com/2017/02/14/violences-intercommunautaires-21-morts-cercle-de-macina/>.
- Hansrod, Zeenat. « Central Mali: Populations Caught between Terrorism and Anti-Terrorism » (« Centre du Mali : Les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme »), *RFI*, 21 novembre 2018. <https://www.rfi.fr/en/africa/20181120-malian-civilians-trapped> (en anglais).

- Hojje, Katarina. « Death Toll From Mali Attacks Climbs to 160, Government Says » (« Le bilan des attaques au Mali s'alourdit et atteint 160 morts, déclare le gouvernement »), *Bloomberg*, 26 mars 2019. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-03-26/death-toll-from-mali-attacks-climbs-to-160-government-says> (en anglais).
- Human Rights Watch. « Avant, nous étions des frères », 7 décembre 2018. <https://www.hrw.org/fr/report/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodéfense-dans>.
- Human Rights Watch. « Mali : L'armée malienne et des groupes islamistes ont exécuté des prisonniers ». 31 janvier 2013. <https://www.hrw.org/fr/news/2013/01/31/mali-larmee-malienne-et-des-groupes-islamistes-ont-execute-des-prisonniers>
- International Crisis Group. « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », 6 juillet 2016. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making>
- International Crisis Group. « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali », 9 novembre 2020. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali>
- International Crisis Group. « Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? » 28 mai 2019. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>
- International Crisis Group. « Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali ». 9 novembre 2020. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali>.
- International Crisis Group. « Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? », 28 mai 2019. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>
- Fédération internationale pour les droits humains. « Dans le centre du Mali : les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme », novembre 2018. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_lespopulations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_du\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh_centre_du_mali_lespopulations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf)
- Fédération internationale pour les droits humains. « Centre-Mali : arrêter et juger les responsables du massacre d'Ogossagou pour enrayer la spirale des violences communautaires », 26 mars 2019. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/centre-mali-arreter-et-juger-les-responsables-du-massacre-d-ogossagou>
- Fédération internationale pour les droits humains. *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*. FIDH/AMDH, novembre 2018. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_les\\_populations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_du\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf).
- Jezequel, Jean-Hervé, et Vincent Foucher. « Forced Out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural » (« Chassés des villes dans le Sahel, les djihadistes d'Afrique se tournent vers les campagnes », International Crisis Group, 11 janvier 2017. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural> (en anglais).
- José Luengo-Cabrera (@J\_LuengoCabrera). « Mali: monthly civilian fatalities by attributed perpetrator. Data provider: @ACLEDINFO » (« Mali : nombre mensuel de victimes civiles par auteur attribué. Fournisseur de données : @ACLEDINFO »), Twitter, 15 juin 2021. [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1404852979912609794](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1404852979912609794) (en anglais).
- Jourde, Cédric, Marie Brossier, et Modibo Ghaly Cissé. « Prédation et violence au Mali : élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti », *Canadian Journal of African Studies* 53, n° 3 (2019) : 431-445. <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1666016>
- Krause, Jana. *Resilient Communities: Non-Violence and Civilian Agency in Communal War* (« Communautés résilientes : non-violence et capacité d'action de la société civile dans les guerres communautaires »). Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2020. <https://doi.org/10.1017/9781108675079> (en anglais).
- Grande carte des régions du Mali. *Mapsland*. Consulté le 13 septembre 2021. <https://www.mapsland.com/africa/mali/large-regions-map-of-mali> (en anglais).
- Le Monde*. « Nouveau massacre dans des villages dogon dans le centre du Mali ». 4 juillet 2020. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/04/nouvelles-tueries-au-mali-au-moins-40-villageois-et-soldats-tues\\_6045207\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/04/nouvelles-tueries-au-mali-au-moins-40-villageois-et-soldats-tues_6045207_3212.html).
- Lebovich, Andrew. « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel » (« Cartographie des groupes armés au Mali et au Sahel »), *Conseil européen des affaires étrangères*, mai 2019. [https://ecfr.eu/special/sahel\\_mapping/](https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/) (en anglais).
- Lyammouri, Rida, et Anna Schmauder. *Supporting Efforts in Engaging with Local Religious and Traditional Leaders in Burkina Faso and Mali* (« Soutenir les efforts d'engagement avec les leaders religieux et traditionnels locaux au Burkina Faso et au Mali »). Helsinki : The Network for Religious and Traditional Peacemakers, 2021. <https://www.peacemakersnetwork.org/wp-content/uploads/2021/04/Supporting-efforts-in-engaging-with-local-religions-and-traditional-leaders-in-Burkina-Faso-and-Mali-1.pdf> (en anglais).
- Lyammouri, Rida. « Mali – Sahel: August 2017 – April 2018 Chronology of Violent Incidents by Al-Qaeda Affiliate Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen (JNIM), Islamic State in the Greater Sahara (ISGS), Islamic State in West Africa Province (ISWAP), Ansaroul Islam, and Armed Banditry and Inter-Community Violence » (« Mali – Sahel : Chronologie d'août 2017 à avril 2018 des incidents violents liés au groupe affilié à Al-Qaïda Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), à l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), à l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), à Ansaroul Islam, et au banditisme armé et aux violences intercommunautaires »), *Sahel Memo*, 29 mai 2018. <https://www.sahelmemo.com/2018/05/29/mali-sahel-august-2017-april-2018-chronology-of-violent-incidents-by-al-qaeda-affiliate-jamaat-nusrat-al-islam-wal-muslimeen-jnim-islamic-state-in-the-greater-sahara/> (en anglais).
- Macé, Célian. « Au Mali, les jihadistes se font parrains de la paix », *Libération*, 21 septembre 2020. [https://www.liberation.fr/planete/2020/09/21/au-mali-les-jihadistes-se-font-parrains-de-la-paix\\_1800137](https://www.liberation.fr/planete/2020/09/21/au-mali-les-jihadistes-se-font-parrains-de-la-paix_1800137).

- Matfess, Hilary. *Pourvoyeuses de légitimité : Les femmes dans les groupes armés communautaires*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2020. <https://doi.org/10.37805/cbags.fr.2021.3>
- MENASTREAM (@MENASTREAM). « #Mali: While #JNIM on several occasions have claimed attacks against #Dozos, there is a notable shift in the discourse, saying it is in defense of Fulani brethren, and giving Dozos the attribute “pagan”, previously described as a militia backed by the army » (« #Mali : Alors que le #GSIM a revendiqué à plusieurs reprises des attaques contre les #dozos, un changement notable s’est produit dans le discours, invoquant la défense des frères peuls et qualifiant les dozos de « païens », auparavant décrits comme une milice soutenue par l’armée »), Twitter, 23 janvier 2019. <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1088193830061514752?s=20> (en anglais).
- MENASTREAM (@MENASTREAM). « #Mali: Yesterday, presumed Katiba Macina (#JNIM) militants aboard pickup trucks encircled the village of Nouhoun-Bozo (Djenné), #Mopti, a #FAMA aircraft reportedly intervened, forcing the assailants to withdraw » (« #Mali : Hier, des militants présumés de la Katiba Macina (#GSIM) à bord de pick-ups ont encerclé le village de Nouhoun-Bozo (Djenné), #Mopti ; un avion #FAMA serait intervenu, forçant les assaillants à se retirer »), Twitter, 29 juin 2019. <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1144961923374624773?s=20> (en anglais).
- Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, République du Mali. « Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre (PSIRC—Mopti et Ségou) » février 2017. <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2019/07/PLAN-DE-SECURISATION-INTEGREE-DES-REGIONS-DU-CENTRE.pdf>.
- Minority Rights Group International. « World Directory of Minorities and Indigenous Peoples—Mali » (« Répertoire mondial des minorités et des peuples autochtones – Mali »), novembre 2017. <https://www.refworld.org/docid/4954ce5bc.html> (en anglais).
- Nsaibia, Héli et Jules Duhamel. « Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines » (« Sahel 2021 : Guerres communautaires, ruptures des cessez-le-feu et modification des lignes de front »), *ACLED*, juin 2021. <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/> (en anglais).
- Pellerin, Mathieu. *Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l’Ouest : Quel avenir pour le pastoralisme face à l’insécurité et ses impacts ?* Niamey : Réseau Billital Maroobé et partenaires, 2021. <https://www.maroobe.com/images/DOCS/Rapport%20Etude%20Avenir%20du%20pastoralisme%20face%20%C3%A0%20l’ins%C3%A9curit%C3%A9%20-RBM.pdf> (en anglais).
- Prevost, Nathalie. « Des Dogons harcelés par la milice dans le centre du Mali », *Mondafrigue*, 18 septembre 2020. <https://mondafrique.com/des-dogons-harceles-par-la-milice-dans-le-centre-du-mali/>.
- Raleigh, Clionadh, Andrew Linke, Håvard Hegre et Joakim Karlsen. « Introducing ACLED: Armed Conflict Location and Event Dataset: Special Data Feature » (« Présentation d’ACLED : Référentiel de données sur les lieux et les événements des conflits armés : Une fonctionnalité sur les données spéciales »). *Journal of Peace Research* 47, n° 5 (2010) : 651-660. <https://doi.org/10.1177/0022343310378914> (en anglais).
- Raleigh, Clionadh, Héli Nsaibia et Caitriona Dowd. « The Sahel Crisis Since 2012 » (« La crise du Sahel depuis 2012 »). *African Affairs* 120, n° 478 (2020) : 123-143. <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa022> (en anglais).
- Régions du Mali. *Mappr*. Consulté le 13 septembre 2021. <https://www.mappr.co/counties/mali-regions/> (en anglais).
- RFI. « Mali : Boubou Cissé annonce des mesures sécuritaires dans le centre ». 8 juillet 2019. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190708-mali-boubou-cisse-annonce-mesures-securitaires-le-centre>.
- RFI. « Mali : la Minusma a rendu son rapport sur le massacre de Sobane Da », 9 août 2019. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190808-mali-minusma-enquete-massacre-sobane-da-violences-entre-communautas>.
- Rouquette, Pauline. « L’accord de paix entre Peuls et Dogons au Mali, une chance de neutraliser les groupes armés ». *France24*, 6 août 2019. <https://www.france24.com/fr/20190806-mali-accord-paix-peuls-dogons-chance-repousser-groupes-armes-terroristes>.
- Sahélien.com. « Au centre du Mali, trois villages sont assiégés par des djihadistes depuis plus d’un an », 6 février 2019. <https://sahelien.com/au-centre-du-mali-trois-villages-sont-assieges-par-les-djihadistes-depuis-plus-dun-an/>.
- Spencer, Shantelle. *CARE Rapid Gender Analysis Mopti – Mali* (« CARE, Analyse rapide du genre à Mopti – Mali ») CARE, 2020. <https://careevaluations.org/wp-content/uploads/Mali-RGA-April-2020-Final-draft-clean.pdf> (en anglais).
- The Carter Center. « L’Observateur Indépendant au Mali : La période de transition est décisive pour progresser dans la mise en œuvre de l’Accord de Paix », 23 août 2021. <https://www.cartercenter.org/news/pr/2021/mali-082321-fr.pdf>
- Thiam, Adam. *Centre du Mali : enjeux et dangers d’une crise négligée*. Genève : Centre pour le dialogue humanitaire ; Bamako : Institut du Macina, 2017. <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2017/03/Centre-du-Mali-Enjeux-et-dangers-dune-crise-n%C3%A9glig%C3%A9e.pdf>.
- Thomas, Jakana. *Duty and Defiance: Women in Community-based Armed Groups in West Africa* (« Devoir et défi : les femmes dans les groupes armés communautaires en Afrique de l’Ouest »). Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2021. <https://doi.org/10.37805/cbags2021.1> (en anglais).
- Thurston, Alexander. *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups* (« Les djihadistes d’Afrique du Nord et du Sahel : Politiques locales et groupes rebelles »). Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2020. <https://doi.org/10.1017/9781108771160>. (en anglais)
- Tobie, Aurélien, et Boukary Sangaré. « The Impact of Armed Groups on the Populations of Central and Northern Mali » (« L’impact des groupes armés sur les populations du centre et du nord du Mali »), *SIPRI*, octobre 2019. <https://www.sipri.org/publications/2019/other-publications/impact-armed-groups-populations-central-and-northern-mali> (en anglais).
- Tobie, Aurélien. « Le centre Mali : Violences et instrumentalisation croisées », *SIPRI*, décembre 2017. [https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-01/sipriinsight\\_1713\\_mali\\_3\\_fra.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-01/sipriinsight_1713_mali_3_fra.pdf)

- Turner, Matthew D. « The Micropolitics of Common Property Management on the Maasina Floodplains of Central Mali » (« La micropolitique de gestion des biens collectifs sur les plaines inondables du Macina dans le centre du Mali », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines* 40, n° 1 (2006) : 41-75. <https://doi.org/10.1080/00083968.2006.10751335>. (en anglais)
- Programme des Nations Unies pour le développement « À Ségou, le comité régional du cadre politique de Gestion de la Crise au Centre du Mali a été lancé », 2 juillet 2020. <https://www.ml.undp.org/content/mali/fr/home/presscenter/articles/a-segou--le-comite-regional-du-cadre-politique-de-gestion-de-la-.html>.
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). « Trois projets MINUSMA pour soutenir la stratégie de stabilisation du Centre du Mali », *Reliefweb*, 1<sup>er</sup> décembre 2020. <https://reliefweb.int/report/mali/trois-projets-minusma-pour-soutenir-la-strategie-de-stabilisation-du-centre-du-mali>.
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). « Conclusions préliminaires de la mission d'enquête spéciale sur les graves atteintes aux droits de l'homme commis à Ogossagou le 23 mars 2019 ». Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 2 mai 2019. <https://peacekeeping.un.org/fr/communique-de-presse-conclusions-preliminaires-de-la-mission-denquete-speciale-sur-les-graves>.
- Ursu, Anca-Elena. *Under the Gun: Resource Conflicts and Embattled Traditional Authorities in Central Mali* (« Sous pression : conflits liés aux ressources et autorités traditionnelles en difficulté dans le centre du Mali »). La Haye : Institut Clingendael, avril 2018. <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-07/under-the-gun.pdf> (en anglais).
- Van Metre, Lauren. *D'auto-défenseurs à justiciers : un cadre typologique pour les groupes armés communautaires*. Washington, D.C. : RESOLVE Network, 2019. [https://www.resolvenet.org/system/files/2020-11/RESOLVE\\_CBAGs\\_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf](https://www.resolvenet.org/system/files/2020-11/RESOLVE_CBAGs_Dauto-defenseurs%20a%20justiciers.pdf)
- Yahaya Ibrahim, Ibrahim. *Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : Idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles*. Paris : OCDE Publishing, 2017. <https://doi.org/10.1787/1da64565-fr>



## À propos de l'auteur

**Rida Lyammouri** est chercheur indépendant sur le Sahel, chercheur principal au Policy Center for the New South et chercheur associé à l'Institut Clingendael. Ses activités de recherche portent sur les conflits violents, les mouvements de population et les déplacements dans le Sahel ouest-africain, une région sur laquelle il travaille depuis une dizaine d'années, y compris sur le terrain. Il possède une vaste expérience dans le soutien d'organisations gouvernementales et non gouvernementales dans les domaines du développement international et de la sécurité en mettant l'accent sur la lutte contre l'extrémisme violent et l'analyse des conflits.

## À propos du rapport

Ce rapport a été documenté et rédigé par Rida Lyammouri. Plusieurs membres du secrétariat du RESOLVE Network ont contribué à l'élaboration de ce rapport, notamment Mme Rachel Sullivan, chargée de programme ; le Dr Alastair Reed, directeur exécutif ; le Dr. Brandon Kendhammer, conseiller principal en recherche ; Mme. Boglarka Bozsogi, Coordination exécutive et gestionnaire de réseau ; et Mme. Shivapriya Viswanathan, assistante de recherche. RESOLVE tient à remercier les réviseurs de ce rapport, les collègues de l'Institut des États-Unis pour la Paix et les membres du Conseil consultatif de recherche du RESOLVE Network qui ont apporté leur soutien et leurs conseils. Enfin, RESOLVE tient à remercier le bureau africain de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour son soutien généreux et de longue date à ce rapport et à l'initiative de recherche de RESOLVE sur les groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne.

## RESOLVE NETWORK

better research • informed practice • improved policy on violent extremism •

[www.resolvenet.org](http://www.resolvenet.org)



Hébergé au sein de l'Institut des États-Unis pour la Paix (U.S Institute of Peace) RESOLVE s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies de l'Institut d'un engagement profond dans les communautés en proie au conflit.



UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE  
Pour que la Paix soit possible

RESOLVE tient à remercier l'Agence américaine pour le développement international (USAID) pour le généreux soutien apporté à ce rapport et à la Community-Based Armed Groups Initiative (« Initiative de recherche sur les groupes armés communautaires ») de RESOLVE.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# RESOLVE

NETWORK



UNITED STATES  
INSTITUTE OF PEACE  
Pour que la Paix soit possible